

Grand oral

Pierre LAURENT

Secrétaire national du PCF, président du Parti de la gauche
européenne (PGE), sénateur de Paris



« Jury » présidé par
Jefferson DESPORT, journaliste à Sud Ouest

Judi 24 mars 2016

17h00 – 19h00 • Amphi Montesquieu • Sciences Po Bordeaux

INTRODUCTION

C'est bien un Grand Oral cent pour cent politique qui va avoir lieu le 24 mars 2016 à Sciences Po Bordeaux avec la venue de Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste depuis 2010. Le numéro un du PCF préside également le Parti de la gauche européenne et siège au Sénat depuis 2012 où il travaille notamment sur la question des industries culturelles. Sa participation au Grand Oral des Rencontres Sciences Po/ Sud Ouest nous donne l'occasion de faire le point sur la gauche française dans son ensemble et sur le parti communiste en particulier. Un parti qui compte à l'heure actuelle 10 députés et 20 sénateurs communistes et apparentés, 7 maires de moyennes et grandes villes, un seul président de conseil départemental, 27 conseillers régionaux et 1588 conseillers municipaux. Après avoir été la première force politique en France à la Libération, le PCF a connu une décreue historique jusqu'à enregistrer 1,9% des suffrages à la présidentielle de 2007. Outre l'analyse de ce recul dont on perçoit aussi l'origine internationale, il conviendra sans doute de comparer les situations avec d'autres pays européens comme l'Espagne ou la Grèce, où la gauche radicale paraît beaucoup plus dynamique. Les étudiants de l'IEP ont dès les premières séances de préparation de ce Grand Oral souligné l'intérêt d'une mise à plat idéologique des options actuelles du PCF : la pensée marxiste avec les concepts de lutte de classes, de propriété collective des moyens de production, est-elle toujours d'actualité ? Le PCF est-il un parti qui se revendique révolutionnaire ou est-il réformiste ? En 2008, le parti de Pierre Laurent a par ailleurs décidé de jouer la stratégie du rassemblement en rejoignant le Front de gauche. Cette stratégie l'a conduit à soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2012 mais a peut-être nui à sa visibilité. Aujourd'hui la division plus que l'union semble régner à la gauche de la gauche ; conflit d'idées, conflit de personnes, on se demande bien comment les morceaux pourront être recollés face à l'urgence de proposer aux catégories populaires une alternative au vote FN. Pierre Laurent devrait nous en dire plus sur les choix structurels et conjoncturels de son parti et notamment sur la question des primaires.

Thomas Alis (4ème année), Marion Boulay (4ème année), Tifaine Dayot Tressieres (1ère année), Antoine Fischer (1ère année), Manuel Didon Lescot (4ème année), Heloïse Engrand (1ère année), Noaïma Henry (1ère année), Lola Lazaro (1ère année), Nicolas Paris (1ère année), Lucie Vegrinne (1ère année), Konstantin Villerman, Salome Zajbert (1ère année) ont préparé cette Rencontre grâce aux conseils de Pascal Jan professeur des universités en droit public et de Jefferson Desport journaliste politique à Sud Ouest. Nous les en remercions bien sincèrement.

Françoise Taliano-des Garets
Professeure d'Histoire contemporaine
Coordnatrice des Rencontres Sciences Po / Sud Ouest

Biographie

Pierre Laurent

Né le 1er juillet 1957 à Paris, Pierre Laurent est journaliste. Il a été élu secrétaire national du Parti communiste français, le 20 juin 2010, au 35e congrès du PCF (Paris – La Défense).

Depuis le 5 décembre 2010, il préside le Parti de la gauche européenne (PGE).

Conseiller régional d'Ile-de-France, depuis mars 2010, Pierre Laurent est vice-président de la Commission du développement économique, de l'emploi, des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), du tourisme, de l'innovation et de l'économie sociale et solidaire.

Adhérent du PCF depuis 1972, Pierre Laurent a été, de 1982 à 1985, secrétaire national de l'Union des étudiants communistes (UEC) pendant ses études d'économie à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques, il entre à la rédaction du journal L'Humanité en 1985. Il devient rédacteur en chef du quotidien en 1999, puis directeur de la rédaction en novembre 2000. La même année, au 30e congrès du PCF, il est élu membre du Conseil national.

En 2009, il est le principal rédacteur du texte adopté par le 33e congrès du PCF. Il devient coordinateur national, en charge d'animer la direction collégiale du PCF, et quitte alors ses fonctions à la direction de L'Humanité.

Aux élections régionales de mars 2010, il conduit en Île-de-France la liste « Ensemble pour des régions solidaires, écologiques et citoyennes » (Front de gauche, Alternative citoyenne, Alternatifs...) qui obtient 6,55 % des suffrages exprimés au premier tour.

Biographie extraite du site officiel du Parti communiste français, www.pcf.fr

Chronologie

1er juillet 1957	Naissance à Paris
1982-1985	Secrétaire national de l'UEC
1985-2009	Carrière au journal <i>L'Humanité</i>
Depuis 2010	Secrétaire national du PCF Président du PGE Conseiller régional d'Ile-de-France et vice-président de la Commission du développement économique, de l'emploi, des NTIC, du tourisme, de l'innovation et de l'économie sociale et solidaire

Quelques ouvrages...

Maintenant prenez le pouvoir, Les Éditions de l'Atelier, 2012
Le nouveau pari communiste, Le Cherche-Midi, 2011

Partie 1

***La pensée communiste
en 2016***

« ÊTRE COMMUNISTE AU XXIE SIÈCLE », AGORA SUR FRANCE INTER

Question : Un retour du commun ? Origine : le mot communisme à l'origine signifie « attaché au bien commun » et renvoie à la notion de communauté. Il implique des droits et des devoirs.

H. Wolton : Une idéologie implique toujours un instrument de domination : Souvent il s'agit de l'État. Le drame du communisme, c'est la rencontre entre cette idéologie et l'Etat. Les intellectuels ont souhaité faire jaillir le bonheur du peuple à sa place. En URSS et en Chine, l'Etat était déjà fort. Ces pays avaient une large aura (Tsar). Lénine le 25 octobre instaure directement un appareil d'État qui met en place la censure, l'appareil policier, l'interdiction des partis ect. Il va réussir à imprégner son autorité. L'horreur du XXe siècle, c'est cette rencontre entre la violence d'en haut et d'en bas, instrumentalisés par le pouvoir pour faire table rase du passé. Sans cette structure l'histoire n'aurait pas été la même.

P. Laurent : La Russie et la Chine étaient en fait d'immense pays avec des Etats concentrés et autoritaires mais où l'État était quasi inexistant. Le mode de prise du pouvoir n'a pas été un modèle révolutionnaire. Cette rencontre entre l'idéologie et l'État, c'est précisément ce qui n'en fait pas du communisme, et explique leurs échecs. Le commun se trouve également dans le pouvoir : diffuser le savoir et le pouvoir dans le but de faire coopérer les humains.

Il y a peu de grands combats sociaux qui n'ont connu de traces du communisme. Il s'agit d'une histoire très contradictoire qui mêle combats libérateurs et tragédies.

Question : Bonne idéologie mal appliquée ?

T. Wolton : L'idéologie est déjà problématique. Le point central de l'idéologie centrale c'est que « La lutte des classes est le moteur de l'Histoire ». Il faut faire de la lutte des classes pour avancer. Ainsi pour faire du communisme, il faut supprimer paysans, intellectuels, bourgeois... De plus ce déterminisme historique de stades pose problème.

Regardons devant nous...

« Aujourd'hui il n'y a plus de communistes en France » F. Hollande au Guardian. On recommence à parler d'oligarchie, d'inégalités ect. Un boulevard pour la pensée communiste ?

P. Laurent : Selon le dernier rapport d'Oxfam international : 62 personnes possèdent autant que 3 milliards et demi des habitants des pays les plus pauvres. On assiste à une croissance exponentielle des inégalités

actuellement. Les grands défis ne peuvent plus être résolus par une pensée capitaliste. Le communisme de Marx, c'est penser le post capitalisme. Concilier écologie et capitalisme est impossible. Les logiques de prédation seront incapables de protéger les communs. Pour le travail c'est le cas. Dans le cadre d'un mode de production neuf dans la révolution numérique, le travail va devenir plus collaboratif. Les idées profondes du communisme reprennent leur actualité.

Au temps de la dématérialisation, comment faire sans l'usine ?

Le travail est omniprésent. A l'échelle mondiale dans les grands pays en développement, il y a la résurgence de grandes concentrations ouvrières. Ce qui a beaucoup changé c'est que l'organisation de la production est pensée mondialement : cela nous oblige à penser les choses autrement, la transformation doit être locale et globale. C'est passionnant. C'est un combat multi-scalaire sur toutes les échelles et toutes les questions.

Pays restés communistes : Chine, Corée du Nord, Cuba, Laos, Vietnam, Erythrée. Quelles traces dans l'avenir du communisme ?

T. Wolton : Le XXe siècle fut le siècle du communisme. L'avenir du communisme est son passé, on doit parler de l'histoire de l'après communisme. Cette histoire pèse, on le voit à travers les gouvernements autoritaires d'Europe centrale, la Russie de Poutine, cet ancien du KDB.

P. Laurent : Vous pensez que la Chine est communiste ? C'est très complexe et très difficile à lire. Vous dîtes avec beaucoup de certitudes... Vous parlez du communisme en permanence comme un bloc. Le communisme n'est pas un bloc, pour vous c'est un bloc de Marx à Lénine à Mao. Pour moi ce n'est pas un bloc. L'histoire du siècle est celle d'une lutte de libération des forces capitalistes, sans comprendre ces luttes on ne comprend pas l'histoire, la réalité. Votre lecture en bloc, en système, ne rend pas compte de la réalité. La sécurité sociale en France est déjà un produit communiste, l'idée de mettre en commun les richesses sociales. Ce n'est pas par hasard que le ministre à l'initiative de ce projet soit un communiste. On a eu tort de s'enfermer dans la logique des blocs. Si on veut regarder ce qu'est le communisme au XXe siècle... Qu'est ce qui a permis de libérer de l'Afrique du Sud ? Une alliance où les communistes ont joué un rôle central. Il y a bien d'autres exemples,

notamment en Amérique latine. Vous avez une vision extrêmement pauvre de tout le mouvement qui a traversé les siècles (pays communistes/ non communistes). Le communisme n'est pas un système, c'est un mouvement permanent de transformation qui libère les aliénations, les forces de domination.

Au temps de l'horizontalité des réseaux, y-a-t-il quelque chose de nouveau et de différent dans la pensée communiste ? Porteur d'une autre définition ?

P. Laurent : Oui, c'est une question fondamentale. Il faut réinventer la démocratie et donc le communisme de manière horizontale. Le communisme c'est la collaboration et la coopération. Le contraire des logiques d'hyper-concurrence y compris dans le travail parfois, en le scindant en petites tâches où on ne peut plus penser le sens de ce que l'on fait. Le sens du travail est nié. Cette idée du réseau, de l'horizontalité nous oblige à revenir à des choses très profondes : le collaboratif. Une idée essentielle.

Adéquation communisme/démocratie, une évidence ?

P. Laurent : Pour moi il n'y a pas de communisme qui ne pense pas de façon profonde et radicale la démocratie. On n'est pas au bout des inventions démocratiques. On en est loin. Nous vivons dans un régime démocratique et pourtant nous vivons dans une monarchie présidentielle assez caricaturale. L'invention démocratique est profondément devant nous. Elle questionne le communisme. Un projet communisme qui ne sait pas penser la démocratie n'est pas communiste.

T. Wolton : Ré-inventer c'est transformer totalement. Vous dites que je conçois le communisme comme un système, mais c'est un système, y compris dans votre parti ! Si je ne le voyais pas comme un système je ne comprendrais rien.

P. Laurent : Vous voyez les choses comme un continuum a-historique.

T. Wolton : Quand le communisme rencontre un pays, il y a adaptation. C'est pourquoi il y a des différences entre communismes russe et chinois. Cependant il est devenu de pire en pire. Staline pire que Lénine, Mao pire que Staline.

P. Laurent : On n'est plus dans le communisme, on est ailleurs. Lisez Marx et regardez ce qui se passe en Corée du nord : rien à voir. Ces gens continuent à usurper le mot.

Le verbe ré-inventer ? Faut-il absolument par tout moyen se départir de l'histoire ? Changer de nom ? Imaginer autre chose ? Est-il possible compte tenu du poids sur ce qu'a été le communisme, ses dérives et ses réussites de passer à un autre étage ?

T. Wolton : Possible oui dans une certaine mesure car il y a des inégalités donc une lutte sociale et des classes. Beaucoup d'organisations comme Podemos ou Syriza fonctionnent et luttent dans cette horizontalité. Je salue P. Laurent qui dirige un parti qui s'appelle encore PCF. D'autres pensent se laver les mains de l'histoire. Les partis communistes sont maintenant groupuscules partout dans le monde.

P. Laurent : On peut se poser la question si la bonne question c'est de s'appeler communistes. A la racine, c'est une idée très forte à laquelle nous continuons à tenir, le commun. L'histoire française du communisme que nous revendiquons est profonde, faites d'ombre et de lumières. Il s'agit d'un pari politique de ré-identifier ce mot à ce que nous portons aujourd'hui. Toutes les caricatures politiques ne rendent pas le combat facile. Y-a-t-il un mot meilleur pour nous définir ? On verra pour l'instant on travaille à ré-identifier l'idée.

Stéphane Paoli, Agora, France Inter, 21 février 2016

VOEUX 2016 DE PIERRE LAURENT

Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,

Cher-e-s camarades,

Cher-e-s ami-e-s,

Mesdames, Messieurs,

Merci à toutes et tous pour votre présence. Le moment est donc venu de dire ensemble bienvenue à 2016 et adieu à 2015. Autant le dire de suite, notre adieu à cette année terrible est sans regret. C'est même avec une furieuse envie de retrouver l'espoir et la paix que nous tournons la page. La paix, c'est le premier message que j'ai voulu vous adresser avec ces visages de Picasso sur ma carte de vœux. Le peintre les avait spécialement dessinés pour un congrès du PCF - nous tiendrons le prochain entre les 2 et 5 juin prochains - et Eluard les avait accompagnés d'un poème dont quelques vers figurent sur cette carte. Quel beau symbole et quelle actualité ! Picasso et Eluard unis dans l'hommage à leur parti, comme ils le furent dans leurs gestes créateurs pour célébrer la paix et la liberté.

Oui, l'année 2015 aura été terrible. Entamée par la tuerie de nos compagnons de Charlie Hebdo auxquels nous pensons tant ces jours-ci, celle de l'Hyper Cacher et achevée par le carnage du 13 novembre, au cœur du Paris populaire et festif que nous aimons tant. Nous ferons tout pour tourner la page, pour qu'aucun peuple ne revive la même horreur, pour qu'enfin l'esprit du 11 janvier qui nous réunissait, il y a tout juste un an - celui d'une République de la liberté, de l'égalité et de la fraternité -, trouve enfin la force de se faire respecter.

Il ne suffira pas pour cela de multiplier les cérémonies sans âme, d'user et d'abuser des symboles en les vidant de leur histoire, d'accumuler les discours où les mots perdent leur sens.

J'étais hier place de la République, pour mes amis de Charlie et pour toutes les victimes de la violence terroriste. Je vous le dis, j'étais triste devant cette place de la République vidée de son peuple par le quadrillage sécuritaire. J'étais en colère devant ces mots trahis. Ceux de Victor Hugo utilisés à contre-emploi, ces paroles du Temps des Cerises, en hommage à ces communards de toutes nationalités qui ne peuvent décidément pas cohabiter avec la déchéance de la nationalité.

Oui, souhaitons nous pour 2016 au moins une chose : que les mots retrouvent leur sens et que cessent les impostures. Non, le Front national n'est pas le parti des ouvriers mais son poison, Nicolas Sarkozy n'est pas plus Républicain que Donald Trump, le programme de François Hollande n'est pas celui d'un candidat de gauche. Les expéditions punitives à Ajaccio ne sont pas des processus de défense de la laïcité, mais le contraire,

et la Corée du Nord est au communisme ce que le gros rouge qui tache est au Bourgogne qui m'est cher.

Année terrible, oui, 2015 le fut décidément bien encore.

Terribles les images du flot des réfugiés, du corps abandonné du petit Aylan, enfant kurde de Syrie, sur une plage de Turquie, terrible la réalité de la jungle de Calais. Souhaitons qu'en 2016, la France s'honore de redevenir une terre d'accueil hospitalière à celles et ceux qui fuient la barbarie de Daech, les guerres et les persécutions.

Terribles ces vies broyées au quotidien en France par le chômage de millions de travailleurs et de travailleuses, de jeunes, d'anciens, rejetés, broyés. Souhaitons que 2016, soit l'année du recul du chômage et qu'elle redonne toute sa valeur au travail.

Terrible cette tablée hypocrite et cynique de gouvernants européens condamnant le peuple grec à l'austérité malgré ses choix démocratiques et le courage de ses gouvernants. Souhaitons qu'en 2016, Grecs, Portugais, Espagnols soient plus forts ensemble pour se faire respecter. Le combat continue à Athènes comme ailleurs et je salue ici la décision historique du Parlement grec qui, le 22 décembre, a voté à l'unanimité, sous la présidence d'honneur de Mahmoud Abbas, la reconnaissance de l'État de Palestine. (Je salue Monsieur Salman El Herfi, ambassadeur de Palestine).

Terribles enfin, en France, ces élections régionales qui voient progresser le scénario catastrophe dans lequel la gauche risque fort de disparaître, si nous ne trouvons pas la force de redresser la barre. Souhaitons que 2016 soit l'avenir de la refondation et de la reconstruction à gauche, de l'alternative contre l'austérité et contre ce système politique verrouillé, bloqué, qui semble se complaire dans cet affaiblissement. Voilà les pages que nous voulons tourner. Soyons-en convaincus. Il ne s'agit pas pour moi de vœux pieux. La réalité, je veux la regarder en face avec les millions de jeunes et moins jeunes qui cherchent des solutions et un autre avenir pour la France. Une chose est sûre, il y a urgence.

Les urgences, je les connais. Vous les connaissez. En 2015, j'ai entrepris un tour des régions de France. J'ai beaucoup appris et écouté, découvert, produit des idées avec ceux que j'ai rencontrés. Des femmes et des hommes fabuleux, qui aiment notre pays, qui ont envie de construire du commun, qui ont envie d'expérimenter, qui ont envie de s'épanouir dans leur travail, dans la société. J'ai vu des fermes où les paysans construisent des circuits courts, s'intègrent dans une économie circulaire. J'ai vu des chercheurs se battre pour faire vivre une recherche utile à l'humanité.

J'ai vu des travailleurs, de véritables lutteurs, fondre en larmes à l'évocation de la casse de leurs outils de travail et de la négation de leurs compétences. J'ai

vu des syndicalistes qui ont construit leurs projets et sauvé leurs boîtes. J'ai vu des femmes et des hommes qui mettent de l'éthique dans ce qu'ils font et refusent d'être traités comme des incapables. J'ai vu des élus de terrains qui inventent, écoutent les populations. Mais j'ai compris également que tout ce monde-là était écœuré par les trahisons, les renoncements, les manœuvres politiciennes. Tous sont en demande d'espoir, et ils ont trop souvent le sentiment de n'avoir ni lieu, ni moment pour se parler, pour échanger leurs expériences. Alors chacun refait le monde dans son coin, et parfois avec de belles réussites. Mais je leur dis à tous : en 2016, nous avons besoin de plus de commun, de plus de confiance, de plus d'espoir, de plus de partage. Ensemble, nous serons plus forts et le pays avec.

Alors, c'est le premier appel que je lance. C'est le moment d'ouvrir ces espaces, de rencontres, de recherches, de constructions, d'innovation, de luttes et d'actions, ces lieux de valeurs aussi. Partout, faites émerger des fabriques citoyennes, des coopératives populaires d'idées et d'actions. C'est ce mouvement populaire qui peut changer la donne.

« Une partie de la gauche s'égaré au nom de grandes valeurs », assène Manuel Valls.

Moi, je vous dis, laissons Manuel Valls à ses dérivés. Oui, égarons-nous au nom des valeurs, et inventons, inventons, inventons. J'ai en tête une tribune du journal l'Humanité : « Nous allons nous battre, nous autres les égarés, car notre espoir est grand et nos valeurs sont grandes... Notre Espoir, cela pourrait être le nom de notre rassemblement, le nom de ce déclic salutaire du peuple de gauche. » Voilà ce qu'a écrit Philippe Torreton, il a raison. C'est ce qu'il faut faire !

Alors, n'abordons pas 2016 le cœur plein de chagrin et de frayeur. Abordons 2016 avec au cœur nos raisons d'espérer, avec du courage et de l'envie ! Et si la flamme paraît trop pâle, si la fenêtre par où elle brille est étroite, il ne sera pas dit que nous aurons failli, en renonçant à en forcer l'ouverture, et à souffler sur les braises pour rallumer les feux du changement.

Cet espoir, il existe. Ne les écoutez pas ! Notre peuple n'a pas renoncé à tout, la société française n'est pas seulement pleine de ressentiments, d'aigreur et de repli réactionnaire. Elle est emplie aussi d'énergie, de vitalité positive et progressiste que nous allons cultiver, nourrir, faire prospérer.

La société que nous voulons, la France en commun à laquelle tant de citoyens mais aussi tant de milliers de gens sur la planète continuent d'aspirer malgré ce qui nous est arrivé, nous la savons possible et plus encore nécessaire.

Cette société, c'est celle qui osera clamer comme devise : « zéro chômeur, tous travailleurs », parce que le chômage ce n'est pas la compétitivité, c'est le poison

qui ronge nos solidarités, et parce que le travail, ce n'est pas un coût, c'est la source de nos richesses.

Cette société fixera le cap résolu d'une nouvelle industrialisation productive, de la révolution numérique, et la transition écologique – avec un seul et même objectif : un nouveau mode de développement où social et écologie se conjuguent pour l'humain et la planète, pour une société du bien-vivre et du bien-commun.

Cette société, c'est celle qui redonnera du sens à l'égalité, à la liberté, à la fraternité, en refondant la République pour tous, dans les actes. C'est celle qui rendra à la France l'aura d'une nation ouverte et respectée.

Cette société, c'est celle qui reprendra la tête du combat mondial pour la paix, le désarmement et la sécurité collective par le progrès humain partagé.

Car, si nous ne prenons pas vite ces nouvelles routes, alors la France s'exposera encore à la précarité, l'insécurité, la division, la guerre et l'exclusion.

Et pourtant les voilà repartis en fanfare sur les chemins de l'abîme.

Les patrons viennent ainsi de reprendre leur offensive et d'écrire à François Hollande pour lui demander « un plan d'urgence audacieux pour l'emploi ». Mais quel est ce plan ? Aucune proposition pour l'emploi. Un seul credo, toujours le même : rendre les travailleurs plus flexibles, casser le Code du travail, en finir avec le CDI et poursuivre l'effacement des cotisations sociales. Ils ont trouvé un nouveau mot : « le contrat de travail agile ! », mais l'idée c'est toujours la même vieille recette. Pourquoi se priveraient-ils, Macron leur a encore ouvert la porte : le modèle c'est l'ubérisation et le prétendu « entrepreneuriat individuel ». En vérité, la solitude du travailleur face aux patrons. Finies les conventions collectives, les grilles de salaire et de qualifications. L'embauche de gré à gré, voilà leur rêve.

Nous le disons, c'est de la foutaise !

Oui, tout n'a pas été essayé contre le chômage ! Ce qui n'a pas été essayé, c'est de reconnaître le travail et les qualifications par de bons salaires, une hausse des salaires, à commencer par le SMIC aujourd'hui indigne. Ce qui n'a pas été essayé, c'est d'en finir avec l'austérité et de lancer de grands plans d'investissements pour moderniser le pays, pour la transition énergétique et environnementale : industrie, bâtiment, services publics des transports et de l'énergie, formation, éducation, recherche, sécurité. Pour les services du bien-vivre aussi, petite enfance, accompagnement des personnes âgées, handicapées... Ce qui n'a pas été essayé, c'est une nouvelle réduction du temps de travail hebdomadaire, mais aussi du temps de travail sur la vie en avançant l'âge ouvrant droit à la retraite. Ce qui n'a pas été essayé, c'est l'interdiction du travail détaché. Ce qui n'a pas été essayé, c'est de réformer la fiscalité, de réduire

drastiquement les dividendes et les recettes financières du capital. Ce qui n'a pas été essayé, c'est de donner sa chance, une vraie chance et un vrai élan à l'économie sociale et solidaire. Et surtout, ce qui n'a pas été essayé, c'est de donner aux salariés, à leurs représentants, des droits nouveaux pour que les décisions économiques - qu'est-ce qu'on produit, comment, où, dans quelles conditions -, pour que les réponses à ces questions ne soient pas uniquement dictées pas la cupidité vorace des actionnaires !

Ne sommes-nous pas nous-mêmes trop habitués. En 2016, nous allons relancer toutes nos batailles contre le chômage et en faire une priorité. En 2015, nous avons occupé des banques, nous avons manifesté devant les préfectures pour demander la transparence des comptes du CICE. Les députés et sénateurs communistes ont demandé la constitution de commissions d'enquêtes sur les centaines de milliards mal utilisés ou détournés par le grand patronat.

Le Président de la République, lors de ses vœux, a de nouveau pris des engagements. Mais on sait ce qui se cache derrière : le travail à n'importe quel prix en surexploitant la jeunesse.

Nous, nous prenons l'affaire au sérieux. Nous allons demander de convoquer au plan national, régional, des départements et des grandes villes et agglomérations, des assises pour la formation qualifiante des jeunes, des chômeurs, et de celles et ceux qui souhaitent travailler et souhaitent un temps de formation. De réunir avec les organismes d'État, les représentants des collectivités territoriales, les syndicats, les employeurs, les directions et salariés de pôle emploi, des centres de formation, les associations de chômeurs... Recenser les besoins, mettre en concordance les moyens, mobiliser les forces vives.

Zéro chômeur, tous travailleurs, c'est possible. Avec l'aide des élu-e-s communistes, rassemblons les jeunes et moins jeunes pour poser ensemble et chacun leur candidature, portons-les aux pouvoirs publics. Aidons chacune et chacun à réussir sa vie dans un cadre à la fois individuel et collectif. Sans attendre, relançons l'action pour rencontrer des syndicalistes, des associations de chômeurs et de solidarité, des hommes et des femmes concernés pour recenser les besoins et les offres, mener des luttes locales pour l'ouverture de stages ou l'embauche, pour présenter des candidatures à la formation. Partout, relançons nos campagnes pour un contrôle des fonds publics distribués aux entreprises, exiger la création de fonds publics régionaux démocratisés pour la création d'emplois et remettre sur la table notre proposition d'un parcours sécurisé d'emploi et de formation. C'est possible.

Nous ne négligerons aucun terrain même les plus neufs. Et ici même, nous tiendrons les 18 et 19 mars les premiers

Etats généraux du numérique, avec la participation des grands noms du secteur, pour construire l'alternative de progrès social à la surexploitation et à l'ubérisation.

Beaucoup de choses peuvent être engagées, il faut y réfléchir et se lancer. Avec deux certitudes. La première est que nous ne pouvons attendre rien de bon des vieilles recettes, des vieilles méthodes ringardes du patronat et de Monsieur Macron : elles ont toutes échoué. La seconde certitude, c'est qu'on ne relèvera pas le défi de l'emploi, et plus généralement on ne relèvera pas les défis auxquels la France est confrontée sans mobiliser toutes les énergies, sans mobiliser le monde du travail, de la recherche et de la création. Alors n'attendons pas !

2016, ce doit être l'année de la République pour tous, pas celle de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité qui, sous prétexte de combattre le terrorisme, en vérité ferait de trois millions d'adultes binationaux des sous-citoyens.

Face aux crimes, des millions de Français ont dit, toute cette année 2015, leur attachement aux valeurs de la République. Mais ce mot est chaque jour sali par celles et ceux qui l'embrassent pour mieux l'étouffer.

De quoi parle-t-on lorsque tous les puissants du monde politico médiatique nous répètent à satiété : liberté, égalité, fraternité ? La République, ce n'est pas un slogan publicitaire ou un talisman que l'on brandira tel une tresse d'ail devant des vampires. La République c'est une construction démocratique modifiée au fil des siècles, de la révolution à ce jour, dans de divers combats. Pour nous comme pour Jaurès, elle ne peut être que sociale et laïque, c'est-à-dire respectueuse de tous, attentive à donner à chacun les moyens de son épanouissement et de son émancipation.

Il y a un an, la France disait son désir de paix et de République pour refuser la peur et la division. Des voix s'élevaient pour dire le mal-être des plus discriminés. C'est à tous qu'il fallait répondre pour hisser la République vers le meilleur. Las, rien n'a été fait à part de beaux discours. Et depuis le choc du 13 novembre, c'est l'espoir du 11 janvier qui est fauché et trahi. Plus question de solidarité, mais seulement de surveillance. Plus question de liberté, mais seulement de suspicion. Des moyens pour la police, très bien Monsieur Hollande. Mais, où sont les profs, les éducateurs, les formateurs, les maîtres d'apprentissage, les personnels soignants, les espaces culturels, les emplois associatifs, que la France – soi-disant en état d'urgence sociale – attend ?

Disons-le haut et fort : l'égalité n'est pas compatible avec l'austérité ! Il faut sortir de la camisole libérale, faire mordre la poussière aux fondamentalistes de l'austérité. C'est notre combat politique et une exigence pour revivifier notre République.

Alors Monsieur le Président de la République, vous voulez changer la Constitution, d'accord. Nous aussi.

Mais nous ne voulons pas la changer sous la dictée du terrorisme. Nous voulons la changer pour donner plus de pouvoirs au peuple, en finir avec ce régime plus personnel encore qu'une monarchie. Allez-y, allons-y, changeons pour instaurer la proportionnelle à chaque élection. Accordons le droit de vote à tous les habitants majeurs de France et donc aux étrangers qui vivent ici. Osez construire la République pour tous !

Mais si c'est pour décider cette incroyable déchéance de nationalité, si c'est pour faire entrer dans le droit commun l'état d'exception, alors c'est non, c'est mille fois non.

A quoi jouez-vous ? A protéger les Français ? Cela n'est d'aucune efficacité. A faire peur, à diviser, à maintenir votre rôle d'autorité ? Si c'est cela, le prix à payer pour la République est insupportable et le cadeau fait, une nouvelle fois, au Front national est indigne et malsain. Car n'est-ce pas là tout simplement ce qui vous anime ? Je le crains et nous sommes nombreuses et nombreux à le croire et à ne pas l'accepter. Oui, Monsieur le Président de la République, il est temps maintenant de sortir de l'état d'urgence et de présenter un plan complet et sérieux de luttes et de prévention contre le terrorisme. Ce plan, il devra avoir deux piliers, paix et sécurité.

Pourquoi, Monsieur le Président, avoir passé sous silence dans vos vœux les efforts pour obtenir une solution politique et la fin des combats en Syrie ? Pourquoi tant de modération face aux crimes de l'Arabie saoudite, avec cet assassinat en masse de 48 Iraniens ? Pourquoi cet accord complice et honteux de l'Union européenne avec la Turquie, reprenant les négociations sur l'adhésion de ce pays, en échange du silence sur les crimes du régime d'Erdogan, avec pour prix de ce silence quelques dizaines de milliers de réfugiés. Pourquoi cette impunité à l'égard des crimes et de la colonisation israélienne. Pourquoi ce commerce des armes toujours aussi florissant ?

Monsieur François Hollande, est-ce ainsi que la France parle paix et sécurité ? Voilà pourtant les racines du danger qui menace nos concitoyens.

Alors oui, rappelons-nous encore ce soir le 11 janvier.

Le 11 janvier fut une réponse massive, digne, déterminée au terrorisme. Cet immense message populaire constituait aussi une réponse digne, massive, déterminée à tous ceux qui, utilisant les actes terroristes, ont voulu fracturer la société dans des conflits, ou pour le moins des méfiances inter-religieuses, diviser le peuple entre soi-disant Français de souche et les autres, ethniciser les rapports sociaux. Une réponse à ceux qui voulaient, à l'occasion, ringardiser l'attachement à nos valeurs républicaines. Est-ce ceux-ci que rejoignent aujourd'hui le Président de la République et son Premier ministre ?

Le message que la France doit envoyer au monde est un message d'ouverture, d'accueil, de désarmement

et de paix. « L'intelligence défend la paix, l'intelligence à horreur de la guerre », disait Paul Vaillant-Couturier. D'autres disent qu'il faut faire « la guerre à la guerre » ou « la grande paix humaine est possible ». C'est connu et c'est ce que dit le poème d'Eluard, les guerres prennent racines dans l'esprit des hommes et c'est donc dans l'esprit des hommes que doit se forger une culture de paix.

Il n'y a ni angélisme, ni tentative de justification à réfléchir pourquoi des jeunes Français se transforment en terroristes, en kamikazes. Ou, il faut se défendre ; oui, il faut des précautions, et quoi de mieux que des personnels policiers en nombre, formés, aguerris, équipés pour poursuivre les terroristes et les empêcher de nuire. Nous sommes favorables à des mesures efficaces pour que chaque citoyenne et citoyen français soit en sûreté, se sente en sécurité, y compris des mesures exceptionnelles.

Mais ça ne répond pas à la question : Comment éviter autant que possible que notre pays, nos quartiers, nos villes, nos villages fabriquent aussi des kamikazes, des terroristes ? Et là, je n'ai pas d'autres réponses que l'égalité. Je n'ai pas d'autres réponses que l'éducation, la culture. Je n'ai pas d'autres réponses que le respect, le respect de tous, de la liberté de tous, la laïcité. Je n'ai pas d'autres réponses que de donner à chaque jeune la possibilité de construire sa vie, l'envie de vivre une grande aventure humaine. Je n'ai pas d'autres réponses que le refus de la violence, que la culture de la paix et de la fraternité.

2016, sera donc encore et toujours une année de combat. Et nous serons au rendez-vous pour relever la gauche du fossé dans lequel les gouvernants s'acharnent à l'enfoncer, sous le regard réjoui de la droite et de Madame Le Pen.

Une élection présidentielle où la voix de la gauche serait réduite au silence, absente au second tour, doublée en voix off par Emmanuel Macron au premier tour, voilà leur rêve !

Nous ne laisserons jamais faire cela.

Je l'ai dit, ce qu'il faut au pays en 2017, c'est un candidat de gauche au service du peuple, un candidat porteur d'un projet de gauche pour la France, sur les valeurs de la gauche, qui rompt avec les errements du pouvoir actuel. Et cette candidature, c'est maintenant qu'il faut s'engager à la construire.

J'en prends l'engagement devant vous. Je ne ménagerai aucun effort pour y parvenir.

Il y a urgence et c'est comme pour le climat, si nous ne nous en mêlons pas, ça n'arrivera pas.

Dans les jours et les semaines qui viennent, je multiplierai les contacts, les rencontres, les initiatives. Ma porte est ouverte.

Je suis prêt à tout discuter. Comment fédérer les énergies disponibles ? Comment faire du projet commun ? Comment discuter des candidatures ? Rien n'est tabou. Inventons. Je le dis à tous, à mes amis du Front de gauche, parce que notre énergie et notre expérience seront décisives pour que nous fassions mieux qu'en 2012. Je le dis aux socialistes, qui ne veulent pas d'une présidentielle qui ressemble à la régionale de PACA ou du Nord-Picardie. Je le dis aux écologistes. Je le dis aux syndicalistes, aux responsables associatifs, l'heure est grave.

La gauche sociale et politique ne peut rester l'arme au pied face au désastre.

On me dit : primaire. Ce n'est pas ma culture, mais je dis : discutons, échangeons, construisons ensemble car :

« Quand les blés sont sous la grêle,

Fou qui fait le délicat,

Fou qui songe à ces querelles,

Au cœur du commun combat » (Aragon)

Alors, bien sûr, nous ne sommes pas au bout du chemin. Les pièges seront nombreux. Il y aura des opinions diverses. Il y aura même dans les jours à venir d'autres propositions.

Je le répète. L'urgence est d'ouvrir les portes et de parler, puisque l'Elysée n'a qu'une obsession, les verrouiller. Et donnons déjà un rendez-vous en mars pour faire le point de tout cela.

Samedi, devant le Conseil national de notre parti, je lancerai la préparation de notre congrès, qui aura lieu des 2 au 5 juin, à Saint-Denis/Aubervilliers.

Les communistes vont participer activement dans toute la France à une très profonde réflexion. Un parti comme le nôtre a connu, dans sa longue histoire, ses heures de gloire et aussi bien des vicissitudes. Mais toujours, les communistes ont été présents aux rendez-vous de la France et de son peuple. Dans ce moment intense

de recomposition politique, où le libéralisme semble disposer de toutes les manettes, où le danger d'extrême droite est prégnant, le PCF va devoir faire preuve d'audace, d'imagination, de créativité, d'inventivité, et de détermination pour se transformer si il veut participer avec d'autres à révolutionner la société. Nous sommes décidés à changer pour être à la hauteur.

J'invite toutes celles et tous ceux qui veulent participer à cet effort créatif à rejoindre le Parti communiste. Ce parti qui compte un peu plus de 120 000 militants, 120 000 têtes pensantes, mais qui ne demande qu'à s'enrichir de nouvelles réflexions, de nouvelles expériences, de nouveaux savoirs, de nouvelles connaissances. Bref de nouvelles têtes pensantes. Vous y serez les bienvenus.

Samedi je proposerai que nous mettions à disposition de tous les citoyens, syndicalistes, associatifs, militants politiques écologistes et de gauche des « fabriques coopératives » thématiques pour écouter, croiser nos propositions. Expérimentées dans plusieurs régions, et notamment en Île-de-France, je peux témoigner de la pertinence de la démarche des fabriques coopératives.

Ce sera notre début de réponse à Philippe Torreton.

Voilà, mes amis, je conclus. Je ne peux qu'avoir une pensée émue pour l'équipe de Charlie Hebdo, pour toutes les victimes et proches des différents attentats. Je ne peux qu'adresser une pensée fraternelle et solidaire aux combattants kurdes, aux démocrates turcs. A nos amis palestiniens, aux pacifistes israéliens, aux camarades du monde entier qui luttent, parfois dans des conditions extrêmes. A eux comme à vous est dédié le poème de Paul Eluard, devant lequel je passe chaque jour dans cette maison avant d'entrer dans mon bureau :

« Sur les sentiers éveillés

Sur les routes déployées

Sur les places qui débordent

J'écris ton nom »

Liberté

Pierre Laurent, pcf.fr, 11 janvier 2016

COMMENT UN APPAREIL S'ÉLOIGNE DE SA BASE

De multiples facteurs expliquent l'affaiblissement du Parti communiste français. La volonté d'adapter son discours aux attentes des classes moyennes l'aurait-il précipité ?

Janvier 2014. Nous arrivons au siège du Parti communiste français (PCF), place du Colonel-Fabien à Paris, pour demander des données sur les adhérents. Combien sont-ils ? Mais surtout, qui sont-ils ? D'après tous les indicateurs, les catégories populaires sont de moins en moins présentes au sommet de l'organisation. Mais qu'en est-il à la base ? La réponse devrait être facile à obtenir. Le département « Vie du parti » centralise depuis 2009 les nombreux renseignements que la formation possède sur ses membres : âge, sexe, lieu d'habitation, secteur d'activité... Mais nul mot sur la catégorie socioprofessionnelle. On peut savoir que tel militant travaille à la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) ou dans l'aéronautique, mais pas s'il est cadre ou ouvrier. Ce manque d'intérêt pour la condition sociale des adhérents illustre une tendance à l'œuvre au sein du PCF depuis trente ans : jadis centrale, la question de la représentation des classes populaires est devenue secondaire.

De la Libération aux années 1970, au temps où il était le premier parti de gauche en France, le PCF pouvait se présenter comme le porte-parole de la classe ouvrière, car ses responsables étaient majoritairement issus des milieux populaires : ancien mineur comme Maurice Thorez, dirigeant du parti de 1930 à 1964 ; « petit maraîcher » comme son successeur Waldeck Rochet ; apprenti pâtissier comme Jacques Duclos, candidat à l'élection présidentielle de 1969, où il obtint 21 % des voix. Il en allait de même à l'échelon local : avant de devenir maire d'Aubervilliers entre 1945 et 1953, Charles Tillon était ajusteur ; ses successeurs Emile Dubois (1953-1957) et André Karman (1957-1984), respectivement gazier et fraiseur. En propulsant des militants d'origine modeste dans des instances de pouvoir jusque-là réservées aux représentants de la bourgeoisie, le Parti communiste est parvenu, un temps, à bouleverser l'ordre social de la vie politique française. Le caractère populaire de l'organisation était alors perçu comme une nécessité pour inscrire le projet d'émancipation des travailleurs dans les pratiques militantes.

La base du PCF a été frappée de plein fouet par les transformations socio-économiques que connaissent les milieux populaires depuis les années 1970. Confronté à la précarité et au développement du chômage, le monde ouvrier a perdu en cohésion sociale. Pourtant, la crise du parti ne peut être attribuée à une hypothétique disparition des ouvriers : ceux-ci représentent toujours près d'un quart de la population active, et la décline des effectifs du PCF est bien plus rapide que l'érosion de la classe ouvrière. La France comptait huit millions deux cent mille ouvriers en 1975 et encore sept millions en

1999, alors que, dans le même temps, le PCF perdait plus de la moitié de ses adhérents, passant de cinq cent mille à deux cent mille encartés. En outre, aux côtés des ouvriers, de nouvelles figures populaires ont émergé, dans les services notamment, avec l'essor du groupe des employés. Les ouvriers et les employés demeurent majoritaires dans la population active française, mais les mutations de leurs conditions de vie (relégation spatiale) et de travail (division des collectifs de travail) ont fragilisé leur entrée dans l'action politique. L'affaiblissement du PCF reflète ainsi les profondes transformations sociales et culturelles subies par les classes populaires ; il exprime le reflux du mouvement ouvrier. Ce déclin, qui marque l'épuisement d'une séquence d'intense politisation de la société française durant les « années 1968 », s'explique également par les bouleversements de l'ordre international, en particulier par l'implosion du système soviétique, ou encore par l'évolution du régime politique vers un système présidentiel et bipartisan.

Au cœur du quartier de la Défense, le choix de l'humanisme et de la démocratie

Mais ces explications externes au parti ne suffisent pas, et il serait réducteur d'envisager le déclin du PCF sous l'aspect d'une évolution mécanique, programmée, dont il n'y aurait aucune leçon à tirer.

Pour comprendre l'éloignement du PCF vis-à-vis des classes populaires et son effondrement électoral (il passe de 15,3 % lors de la présidentielle de 1981 à 1,9 % en 2007), il faut analyser les évolutions de son discours et de son organisation. A partir des années 1980 et surtout 1990, le PCF entend représenter non plus seulement les classes populaires, mais la France dans sa « diversité ». La lecture de la société en termes de classes s'efface derrière des thématiques comme la « participation citoyenne » ou la recreation du « lien social ». A l'image de la ville de Montreuil, les municipalités communistes de banlieue adoptent largement la thématique de l'« exclusion » dans les « quartiers » et entérinent sa dimension dépolitisante (1). Les élus communistes se font les chantres d'une « démocratie locale » censée combler le fossé entre la classe politique et les « citoyens ».

Le projet initial du parti, d'inspiration marxiste, laisse alors place à une rhétorique humaniste largement partagée dans le monde associatif et politique. « Association, partage, mise en commun, coopération, intervention, concertation : ces exigences prennent une vitalité inédite, en lien avec le développement de la révolution technologique et informationnelle et la complexification de la société, l'évolution du travail, le

besoin de citoyenneté, de nouvelles relations humaines respectant l'autonomie des individus... », proclame par exemple le document adopté lors du XXIXe congrès de 1996. Ce congrès, qui fait le « choix de l'humanisme et de la démocratie », de la « révolution humaine, citoyenne, solidaire » pour répondre au fait que « c'est la civilisation humaine tout entière qui est en péril », se déroule pour la première fois dans le quartier des affaires de la Défense.

Douze ans plus tard, dans le texte proposé par le Conseil national du PCF comme « base commune » pour le XXXIVe congrès de 2008, le mot « ouvrier » n'apparaît qu'une seule fois, et comme un groupe social au même titre que beaucoup d'autres : il s'agit en effet de rassembler « ouvriers, techniciens, employés ou cadres, femmes et hommes salariés de toutes catégories, précaires, intellectuels, sans-papiers, sans-emploi, paysans, créateurs, étudiants, retraités, artisans ». En rejetant l'ouvriérisme associé au stalinisme, les représentants du PCF ont tendance à abandonner la priorité accordée au rôle des ouvriers et des classes populaires dans le combat politique. Ayant délaissé la réflexion sur les rapports de classe et sur l'organisation de la lutte par ceux-là mêmes qui subissent la domination, ils ont naturellement éprouvé des difficultés à prendre en compte l'essor des nouvelles figures populaires — les employés des services et les descendants des travailleurs immigrés du Maghreb notamment.

L'entreprise de rénovation du communisme français passe par une transformation des modes d'organisation du parti. Les dispositifs de sélection et de formation de cadres militants d'origine populaire sont abandonnés dans les années 1990 et 2000 sous l'effet de la baisse des effectifs, mais aussi d'une remise en cause des pratiques autoritaires du centralisme démocratique (lire « A l'école des militants »). Les écoles, par exemple, disparaissent ou perdent leur fonction d'éducation populaire. La « politique des cadres » — un système de formation qui favorisait les militants ouvriers des entreprises — s'éteint progressivement. Pour le renouvellement du parti, on discute désormais surtout de rajeunissement et de féminisation. Quand il est question de « mixité », il ne s'agit jamais de la promotion explicite des militants issus des classes populaires.

Aux permanents d'origine ouvrière, formés dans les écoles du parti, succèdent des responsables dont la trajectoire (scolaire, professionnelle et militante) est étroitement associée au monde des collectivités territoriales. C'est autour de ces administrations locales que se restructure et survit le communisme contemporain et non, comme jadis, autour des réseaux syndicaux. En 2013, sur l'ensemble des adhérents répertoriés par le département « Vie du parti », 75 % indiquent travailler dans le secteur public, dont 23 % dans une collectivité territoriale. Et il en va de même au sommet de l'appareil. Le dernier dirigeant national passé par des fonctions au sein de

la Confédération générale du travail (CGT) fut Georges Marchais : ajusteur de profession, il fut responsable syndical dans la métallurgie avant d'occuper la tête du parti de 1970 à 1994. Ses successeurs, eux, ont partie liée à la gestion des collectivités locales. M. Robert Hue fut le premier édile à devenir le secrétaire national du PCF, en 1994 ; il était alors maire de Montigny-lès-Cormeilles, conseiller général, conseiller régional et surtout président de l'Association nationale des élus communistes et républicains. Mme Marie-George Buffet lui a succédé en 2001. Elle fut d'abord employée à la mairie du Plessis-Robinson avant d'être maire adjointe dans une autre municipalité, puis élue au conseil régional d'Ile-de-France.

Quand les nouveaux dirigeants du PCF passent par le syndicalisme, il s'agit du syndicalisme étudiant. Mme Buffet a fait partie du bureau national de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Secrétaire national du PCF depuis 2010, M. Pierre Laurent, lui, a dirigé l'Union des étudiants communistes (UEC). Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques de la Sorbonne, cet ancien journaliste et directeur de la rédaction de L'Humanité symbolise la puissance de l'engagement familial au sein du communisme contemporain. Fils de Paul Laurent, député et cadre de l'appareil dans les années 1970-1980, il est aussi le frère de M. Michel Laurent, autre dirigeant national qui fut responsable de la fédération de Seine-Saint-Denis. Les nouveaux dirigeants deviennent communistes davantage par héritage local et par fidélité familiale qu'en faisant l'expérience des inégalités sur leur lieu de travail.

La recherche de sources de financement par les permanents, qui ne peuvent plus être rétribués par un parti en perte de vitesse et cherchent à se salarier sur des postes électifs, explique aussi l'évolution du PCF. En 2013, selon le rapport financier présenté au congrès, la contribution des élus s'établit à 46 % des ressources totales du parti (contre 26 % au Parti socialiste et 3 % à l'Union pour un mouvement populaire). Ainsi, partout en France, les dirigeants communistes ont été appelés à entrer dans les assemblées électives. Il existait jusqu'ici une distinction forte entre les responsables d'appareil et les élus, les premiers étant chargés de « surveiller » les seconds en évitant leur « notabilisation » et en assurant la vitalité des réseaux militants. Or les responsables départementaux du parti ont eu pour consigne d'entrer dans leurs conseils régionaux à partir de 1998. Grâce à une alliance avec le Parti socialiste (PS), beaucoup ont pris des responsabilités dans les exécutifs de leur région. La notabilisation élective des cadres d'appareil est en marche.

Les experts en communication aux manettes lors des campagnes électorales

M. Hue entendait en 1995 libérer « de toute "tutelle" »

ombrageuse du parti les élus qui détiennent leur mandat non des seuls communistes mais du suffrage universel (2) ». Dès lors, les dirigeants nationaux eux-mêmes peuvent dévaloriser les ressources militantes au profit des élus et des expériences gestionnaires. Sur le terrain, les militants voient leur rôle se réduire, et l'activité électorale devient prioritaire. Les nouveaux adhérents ne restent pas longtemps de simples militants, mais sont rapidement sollicités pour se présenter aux élections municipales, avec pour conséquence un affaiblissement récurrent du militantisme local — d'autant que les élus, cumulant les mandats, délaissent rapidement les réunions du parti. Aux sièges des fédérations départementales, la présence militante s'efface, les réunions se tiennent avant 18 heures, et les militants « bénévoles » laissent la place à des professionnels (permanents, collaborateurs des groupes d'élus, personnel administratif, etc.) absents le week-end.

Or les élus ont leurs propres préoccupations. Pour préparer la prochaine campagne électorale, ils embauchent des experts en communication ; du fait de la technicisation croissante de l'action locale, ils s'entourent de cadres de la gestion publique (3). Ils peuvent délaisser les relais militants ou associatifs au profit de professionnels, qui leur ressemblent socialement. Résultat : l'univers social des élus communistes se détache de celui de leurs administrés, et les catégories populaires jouent un rôle plus effacé dans la vie politique locale.

Cet éloignement des responsables communistes à l'égard des groupes sociaux qu'ils ont vocation à défendre affecte les pratiques militantes. Pendant longtemps, le PCF a impulsé une sociabilité politique étoffée dans les territoires où il était bien implanté (les « banlieues rouges », certaines communes rurales...). Ses militants animaient un ensemble d'organisations « amies » (Union des femmes françaises, Confédération nationale des locataires, Mouvement de la paix, Fédération sportive et gymnique du travail, etc.), mais aussi des cellules de quartier ou d'entreprise. Au cours des années 1980 et 1990, à mesure que la base militante se réduit et que les responsables se focalisent sur les enjeux électoraux, le militantisme local au PCF se limite de plus en plus à des actions de type associatif. L'essentiel des activités de masse est alors consacré à l'organisation de rassemblements festifs et commémoratifs, à l'image des traditionnels banquets du 1er-Mai ou du 14-Juillet.

Pris au piège de la droitisation de l'allié socialiste

Les communistes tirent en quelque sorte les leçons du moindre impact des réunions politiques d'autrefois, d'autant plus que cette dimension festive a traditionnellement constitué une force du communisme français, à l'image du succès continu de la Fête de L'Humanité au-delà des rangs du parti. Ainsi, au

niveau local, la sociabilité autour de rendez-vous festifs perd son caractère politique, car les associations et les municipalités prennent le pas sur le parti dans l'organisation. Dans le village de Treban (Allier), par exemple, trois instances se substituent progressivement au PCF dans l'animation locale : l'amicale laïque, le comité des fêtes et le club du troisième âge. Les adhérents, une cinquantaine dans les années 1960-1970, ne sont plus qu'une dizaine dans les années 1990, essentiellement des agriculteurs à la retraite. Ils ne se rassemblent qu'une fois par an, lors de la remise des cartes organisée par le maire — un enseignant à la retraite — et son épouse. La réduction continue du nombre des travailleurs de la terre et de l'industrie, les déceptions vis-à-vis de la participation du PCF au gouvernement (d'abord en 1981-1984, puis en 1997-2002), la fin de l'Union soviétique : un ensemble de processus contrarie le maintien de l'organisation, qui a pourtant vu différentes générations de communistes se succéder depuis les années 1920. Faute de renouvellement militant, la mairie, communiste depuis l'entre-deux-guerres, est finalement perdue en 2001.

Les élus PCF de cette région rurale axent leurs politiques sur les thèmes de la vitalité associative : à la « citadelle rouge » succèdent des communes à la pointe dans le domaine de l'animation et de la promotion de la vie associative, sans référence à la défense d'une identité populaire ou politique. Dans l'éditorial du journal municipal de Bourbon-l'Archambault (deux mille cinq cents habitants) du début de l'année 2014, le maire communiste remercie « le monde associatif bourbonnais et les acteurs économiques locaux [qui] ont travaillé pour défendre et développer l'activité locale (...). Qu'ils soient commerçants, artisans, agriculteurs, chefs d'entreprise, membres de professions libérales, salariés ou agents de l'administration, retraités ou tout simplement concitoyens, les habitants de notre commune méritent remerciements et encouragements ».

Sur le plan pratique, la thématique de la lutte des classes perd sa position centrale pour les militants et laisse peu à peu place à une multitude de combats ciblés : répartition des richesses, féminisme, environnement, diversité, mondialisation. Il s'agit moins de s'engager au PCF au nom de la société socialiste future que de rejoindre certains réseaux à thème (éducation, immigration, Europe, etc.) qui se développent avec des comités propres et des manifestations particulières. Les militants sélectionnent les domaines qu'ils investissent sans se reconnaître forcément dans l'ensemble du message partisan. Cette segmentation de l'engagement contraste avec la place centrale qu'occupaient le parti et l'idéologie marxiste dans l'univers communiste. Dans ces conditions, certains militants ouvriers investissent la CGT mais se détournent du PCF ; d'autres, souvent plus diplômés, participent aux activités de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour

l'action citoyenne (Attac) ; d'autres encore se consacrent exclusivement à leurs tâches d'élu local. Le parti a progressivement perdu sa position centrale dans les réseaux militants de la gauche du PS.

Néanmoins, après une longue période de léthargie et de vieillissement, un certain renouvellement des réseaux militants est intervenu depuis quelques années. D'abord lors de la campagne victorieuse contre le traité constitutionnel européen de 2005, puis dans le cadre du Front de gauche, la coalition électorale mise en place en 2008 entre le PCF et d'autres formations de gauche. Pour la première fois depuis 1980, les effectifs militants annoncés par la direction se sont stabilisés autour de soixante-dix mille adhérents (4), et la part des moins de 30 ans a légèrement augmenté. La campagne présidentielle de 2012 a tout particulièrement remobilisé les rangs communistes. A cette occasion, le PCF a soutenu M. Jean-Luc Mélenchon, responsable du Parti de gauche (PG), qui a obtenu 11,1 % des suffrages. Ce dernier, ancien socialiste, a opéré une certaine radicalisation du discours avec un retour de la thématique des antagonismes sociaux, alors que les campagnes précédentes étaient marquées par une euphémisation des référents communistes et anticapitalistes.

Si la stratégie du Front de gauche a freiné le déclin électoral du PCF aux élections présidentielle (2012) et européennes (2009, 2014), la décline s'est poursuivie lors des élections législatives (2012) et municipales (2014), c'est-à-dire lors de scrutins où le PCF, plus que le Front de gauche, était en première ligne. Cette stratégie a mis au premier plan le problème de l'influence des élus dans l'appareil communiste et de leur dépendance à

l'égard du PS. Le Front de gauche a en effet impulsé une dynamique qui s'accorde mal avec la poursuite d'une configuration classique d'union de la gauche PCF-PS. Les élections municipales de mars 2014 ont d'ailleurs donné lieu à des tensions très fortes entre le PCF et le PG, favorable à des listes autonomes du PS dans les grandes villes dès le premier tour. Elles ont également suscité des contestations internes au PCF, de la part de nouveaux adhérents qui s'opposent à la reconduction de l'alliance avec le PS. Mais, pour les élus et pour une part significative de la direction du PCF, conserver les municipalités à direction communiste avec le soutien du PS et les postes d'adjoint dans les autres mairies d'union de la gauche reste une priorité, au risque, selon certains, d'alimenter le lent déclin du militantisme.

L'équilibre semble compliqué à trouver pour les militants. Les élus locaux ont permis indéniablement le maintien d'une certaine influence du PCF alors que son audience nationale s'est effondrée. Par le passé, les municipalités communistes étaient en outre au cœur de l'implantation du PCF dans les milieux populaires : point d'appui à la diffusion des idées, elles constituaient des bases pratiques d'organisation militante et de résistance aux élites politiques et sociales. Plus que la bolchevisation de 1924-1934, ce sont les compromis du « communisme municipal », tout comme la stratégie du Front populaire d'alliance avec le frère ennemi socialiste, qui ont favorisé l'ancrage populaire du PCF. Néanmoins, dans le contexte contemporain de droitisation du PS, de professionnalisation des collectivités territoriales et de faiblesse des réseaux militants, ce qui fut une force pour le PCF peut parfois constituer un frein à son renouvellement.

Julian Mischi , Le Monde Diplomatique, janvier 2015

Partie 2

Le PCF, état des lieux

PIERRE LAURENT : « ON NE PEUT PAS ALLER À LA PRÉSIDENTIELLE COMME ON IRAIT À L'ABATTOIR »

Le leader du PCF propose une plateforme commune en préalable à une grande consultation de la gauche.

Paris, un soir d'hiver. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, discute dans son bureau avec le porte-parole du parti, Olivier Dartigolles. L'actualité est chargée : primaire, crise au Front de gauche après la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Sans oublier le projet de loi El Khomri, qui fait tousser à gauche. Le patron du communisme hexagonal, qui publiera un livre, 99 %, au mois d'avril, a un objectif : «Redonner confiance aux Français.» En attendant, il fait un point sur l'actualité.

L'appel à la primaire a été lancé le mois dernier. Depuis, les initiateurs ont rencontré les partis, les citoyens et un comité d'organisation a vu le jour. Mais des désaccords persistent (lire encadré). Vous y croyez ?

Oui, j'y crois. La gauche a besoin d'une primaire pour débloquent le système politique actuel et organiser une irruption citoyenne dans le débat. Il y a une double urgence : le risque de victoire de la droite et de l'extrême droite et celui de l'élimination de la gauche. En 2017, la gauche ne peut pas être représentée par la déchéance de nationalité et le dynamitage du code du travail. Donc, pour gagner, il faut un candidat commun sur des engagements de gauche. Si la primaire échoue, on va se retrouver piégés dans un choix entre la droite, le FN ou Hollande. Ce n'est pas possible. Je ne m'y résous pas.

Donc maintenant, vous faites quoi ?

Il faut cesser de tergiverser. Chaque parti doit mettre ses propositions sur la table. Le PCF vient de le faire. Pour nous, ce processus doit démarrer par des grands débats à travers le pays. Il faut redonner la parole aux citoyens, à ceux qui souhaitent une primaire à gauche. Puis, en fonction des attentes, demandes et revendications des citoyens, il faut faire émerger un socle politique partagé, comme le dit l'appel à la primaire que vous avez publié. Je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas de définir un programme, mais un socle commun, un chemin à emprunter pour permettre un débat transparent et s'assurer que le vainqueur mènera une politique de gauche. Ensuite, tous ceux qui sont d'accord avec ce socle pourront participer à la primaire, comme électeurs ou comme candidat. Désormais, il faut avancer et éviter le double langage, à l'image du Parti socialiste, qui joue la montre. Avec eux, ça commence toujours par «pourquoi pas», et ça se termine par «sûrement pas».

Ce qui veut dire que vous pourrez participer à une primaire en compagnie de Hollande ou

Valls ?

Encore faudrait-il qu'ils en acceptent le principe. Manuel Valls vient de le rejeter. Quant à François Hollande, interrogé sur le sujet, il n'a pas voulu répondre, et agite le spectre d'un nouveau 21 avril, comme si sa politique n'était pas la première responsable de ce risque. La ficelle est grosse. C'est un peu comme s'il n'était prêt à envisager une primaire qu'à la condition d'en être déclaré vainqueur avant qu'elle ne commence. Soyons sérieux. Si 80 % des électeurs de gauche se déclarent favorables à une primaire, c'est bien parce que la thèse du candidat naturel ne fonctionne pas. Fixons donc des règles en respectant l'attente citoyenne d'un vrai débat de projet. Et chacun devra les accepter. Moi, j'ai confiance dans ce débat.

Si la primaire voit le jour, vous pourriez être candidat ?

Les communistes auraient alors à faire un choix : présenter un candidat ou en soutenir un autre. Une chose est certaine, une primaire à gauche sera plus riche et plus féconde si les idées communistes sont présentes. Mais je ne veux pas griller les étapes. Je suis le premier à dire qu'il ne faut pas commencer par le casting. Il faut faire les choses dans l'ordre. D'abord les débats, ensuite le socle. On se posera la question des candidatures dans un troisième temps.

Pendant ce temps, Jean-Luc Mélenchon, lui, a annoncé sa candidature à la présidentielle de 2017. Vous avez été surpris ?

Oui, je l'ai été, et je ne m'explique toujours pas cette démarche qui consiste à annoncer seul sa candidature sans en parler avec les forces du Front de gauche. L'incompréhension qui est la mienne est largement partagée au Front de gauche. Ce qui pose problème, ce n'est pas sa candidature, mais qu'il se lance tout seul, en nous ignorant. J'ai toujours en mémoire ce qui a fait la force de notre candidature en 2012 : l'élan collectif, la patience, la persévérance et notre programme, «l'Humain d'abord», vendu à plus de 400 000 exemplaires. En 2017, l'objectif d'une candidature de gauche n'est pas de refaire 10 % au premier tour, mais de construire un projet collectif, capable de gagner l'élection présidentielle face à la droite et à l'extrême droite. On ne peut pas aller à la présidentielle comme on irait à l'abattoir. Nous n'y parviendrons pas si chacun part seul dans son couloir. Donc, j'appelle Jean-Luc à revenir dans un processus collectif.

Mais vous avez des contacts avec lui, vous lui en parlez ?

Evidemment, je lui ai dit avant et après son annonce. Mais je pense qu'il n'est pas trop tard, nous continuons le dialogue. Les mois qui viennent peuvent changer la donne si la primaire prend, et que les citoyens s'emparent des débats.

La semaine passée, le Premier ministre, Manuel Valls, a déclaré : «Il y a des positions irréconciliables à gauche et il faut l'assumer.» Vous êtes d'accord ?

De mon côté, je croise, tous les jours dans la rue, des électeurs de gauche. En 2012, certains ont voté Jean-Luc Mélenchon, d'autres François Hollande. Ces derniers mois, ils n'ont pas forcément cheminé de la même manière mais, pour autant, ils n'ont pas oublié leurs valeurs communes. Le peuple de gauche n'est pas irréconciliable et la reconstruction passe par un débat à partir de leurs attentes. Aujourd'hui, ce qui divise la gauche et jette le désarroi, c'est que la politique menée par le gouvernement n'a rien à voir avec une politique de gauche, comme on le voit avec le projet de loi El Khomri.

Outre la crise au Front de gauche, ces dernières années, le PCF enchaîne les défaites lors des élections, et compte ses sous. Si on vous demande : «Comment va le PCF ?», vous répondez quoi ?

Le PCF reste une force militante considérable. Nous sommes probablement, à gauche, le parti qui compte dans ses rangs le plus grand nombre de militants actifs. Nous avons des élus sur tout le territoire, deux groupes parlementaires. Le parti a également donné une place grandissante à la nouvelle génération, afin de contribuer au renouvellement politique. Aujourd'hui, je ne m'en réjouis pas, mais lorsque j'observe l'état d'Europe Ecologie-les Verts et du PS, cela me conforte dans mon esprit : la gauche a besoin de nous. En même temps, je reste lucide. Il reste du chemin pour que le PCF redevienne un vrai parti populaire. Nous devons renforcer notre présence dans le monde ouvrier et les quartiers populaires.

Selon vous, quelle image ont les Français de Pierre Laurent ?

Je pense que mes qualités de dialogue et de persévérance sont reconnues par ceux qui me voient travailler, et peuvent être un atout pour le rassemblement et le travail unitaire de la gauche. Peut-être que (il marque une pause), ma retenue naturelle, comme ma discrétion dans le comportement, sont un handicap dans la vie médiatique actuelle. Il va falloir que je force ma nature pour devenir un personnage public et médiatique plus visible. Mais je ne crois pas au pouvoir personnel et je m'en méfie beaucoup. Diriger un parti, c'est avant tout animer le travail d'un collectif pour exercer des responsabilités au plus haut niveau de l'Etat.

PCF, PS et EE-LV divisés sur le «périmètre»

Depuis l'appel à la primaire, lancé dans les pages de Libération le 11 janvier, un comité d'organisation se réunit tous les jeudis, à l'Assemblée nationale, pour définir le mode de scrutin, un calendrier et «rendre crédible cette primaire», selon les initiateurs. Autour de la table, toutes les couleurs de la gauche : le rose, le rouge et le vert. Les points communs existent, les désaccords aussi.

Le PCF propose une série de débats à travers le pays d'ici la fin de l'été pour aborder tous les sujets avec les citoyens. Jusque-là, tout le monde est d'accord. Mais les communistes vont plus loin : ils proposent de partir de ces échanges pour élaborer un socle commun, une plateforme programmatique, en fonction des doléances des citoyens.

Le PS est opposé à ce dernier point. Le premier secrétaire socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, l'a expliqué dans le JDD : «Si cette primaire sans préalable et sans préjugés permet de sélectionner le meilleur candidat de la gauche, c'est une bonne idée, et il faut l'organiser. La primaire ne doit pas être un moyen de purifier idéologiquement la gauche, en délimitant soit son périmètre soit son calendrier. Laissons faire les électeurs.» Comprendre : chacun vient avec ses idées et le vainqueur rafle la mise.

Au sein d'EE-LV, on penche du côté des communistes. D'accord pour se ranger derrière le vainqueur, mais pas à n'importe quel prix. «Il faut définir un périmètre. Sinon, il se peut que le vainqueur mène une politique contraire aux idées et aux valeurs de gauche», explique le porte-parole des Verts, Julien Bayou. En attendant, les initiateurs continuent leur tournée. A chaque fois, les salles affichent complet. Après Paris, Besançon et Lyon, ils seront jeudi à Lille. La maire, Martine Aubry, a reçu un carton d'invitation. Mais elle n'a pas encore renvoyé son coupon-réponse.

Rachid Laïreche, Libération, 21 février 2016

PIERRE LAURENT INVITE À « POUSSER LA PORTE » DE LA PRIMAIRE

Lors de la soirée Lundis de gauche organisée par les communistes avant-hier soir, avec Caroline De Haas et Bernard Thibault, le secrétaire national du PCF a appelé son parti à se saisir des appels à une primaire pour permettre « l'implication populaire » et le débat de fond.

Primaire ou pas ? Posé comme tel, le débat est réducteur, à en croire les intervenants de la deuxième session des Lundis de gauche – porte ouverte sur 2017, organisés par le PCF. Animé par le directeur de la rédaction de l'Humanité, Patrick Apel-Muller, le deuxième rendez-vous d'une série qui devrait se prolonger jusqu'à fin mars, au moins, a réuni, avant-hier soir au siège du Parti communiste à Paris, outre son secrétaire national, Pierre Laurent, l'ancien secrétaire général de la CGT devenu membre du Bureau international du travail (BIT), Bernard Thibault, et la militante féministe initiatrice de l'un des appels à une primaire de gauche, Caroline De Haas.

« Si rien ne bouge, les choses sont écrites d'avance »

« C'est positif qu'il y ait des espaces qui nous permettent de sortir de la sinistrose à gauche », a salué Bernard Thibault, fustigeant le « slogan répété » et « de plus en plus insupportable » selon lequel une seule politique est possible. Un symptôme de l'« urgence démocratique » à laquelle le PCF cherche à faire face en prenant ces initiatives dans un contexte où « la bataille est engagée pour convaincre le peuple français qu'il n'est plus capable de changements politiques », relève Pierre Laurent. Et le « piège redoutable » est prêt à se refermer sur 2017, d'après le chef de file des communistes : « Si rien ne bouge, les choses sont écrites d'avance. On scénarisera des échéances de 2017 qui marginaliseront totalement toute possibilité de poser les questions qui sont les nôtres. » En clair : un affrontement François Hollande-Nicolas Sarkozy (ou équivalent) pour s'assurer une place face à Marine Le Pen au second tour de la présidentielle, à l'exclusion de toute alternative. L'enjeu est donc avant tout, pour Pierre Laurent, de « lever une dynamique populaire et citoyenne capable de mettre en échec ce scénario », celui-ci estimant dès les premières minutes du débat « qu'il y a probablement et contrairement à l'apparence morose une sorte de soulèvement à la fois visible et invisible d'un très grand nombre de gens qui n'ont pas envie d'accepter (cet) agenda politique » qui « nous réduit au rôle de spectateurs de projets et de candidats autoproclamés ». « Quand la situation politique est si forte de dangers, qu'il y a autant de forces disponibles (pour une alternative) mais tellement de dispersion que le scénario le plus probable est qu'elles ne seront pas capables de converger, la responsabilité d'un parti comme le mien est de tout faire pour tenter d'y parvenir », a-t-il souligné, appelant à démultiplier les débats à l'échelle des territoires et jugeant un peu plus tard que son parti, « resté un grand parti de militants »,

aura « à débattre de la manière dont (il) utilise cette force », son congrès étant programmé pour le mois de juin.

Sous la coupole du siège du PCF, les attentes sont nombreuses. La salle bondée en est un signe. Mohamed Aissani, un militant du PCF arrivé en avance de Bobigny (Seine-Saint-Denis), l'explique à sa façon : « Plus on sera nombreux à se rassembler autour d'un collectif, plus on aura de chances de combattre la droitisation qu'essaie de nous imposer le gouvernement. On a besoin d'espace de débat non pas pour peser mais pour miser sur une victoire, on ne peut plus se contenter des miettes du PS », assure le militant, pour qui « le socle commun avec ce parti n'existe plus » du fait de sa direction actuelle. Reste que, dans le cas d'une primaire, il n'exclut pas que Hollande y participe, tout en refusant que son parti finisse par le soutenir. À quelques travées de là, Dominique, une militante parisienne, aspire, elle, à sortir d'un « sentiment de confusion », et elle est persuadée que « s'il y a une aspiration à une primaire, c'est bien qu'il y a une volonté d'alternative ». « Ça peut paraître simpliste, mais il y en a marre d'être éparpillés », résume-t-elle, regrettant que, pour l'heure, aucune personnalité n'apparaisse capable de « fédérer » tous ceux qui rêvent d'une politique de gauche.

« Inverser la déportation de la société vers la droite »

Entrant à la tribune dans le vif du sujet, c'est avec ce sentiment d'urgence que Caroline De Haas dit avoir, à « quelques-uns », imaginé l'appel lancé fin janvier à l'organisation d'une primaire à gauche. « Cette colère de voir la situation sociale se dégrader, de savoir qu'on peut changer les choses et de voir celles et ceux pour qui on a voté (y renoncer – NDLR)... Cette colère nous a donné envie de participer à créer un mouvement qui permette à la fois d'inverser la déportation de la société vers la droite et l'extrême droite, de prendre le pouvoir et de mettre en place des politiques qui changent la vie des gens », explique l'ex-militante PS, farouchement opposée en 2011 à la primaire. « Par définition, il y a marqué "piège" mais la question, c'est : "Qu'est-ce qu'on peut faire ?" », interroge-t-elle, résumant les éléments l'ayant poussée malgré tout à ce choix : « On s'est dit que la primaire était peut-être un moyen de rassembler des citoyennes et citoyens, de créer un rapport de forces avec les appareils pour les pousser à se mettre autour d'une table. » Pour elle, pas de doute, il s'agit bien d'une primaire de « l'alternative », et non pas de « gouvernement » (lire ci-dessous). « Cela soulève toute une série de problèmes et le processus engagé n'est pas aujourd'hui assuré »,

a également convenu Pierre Laurent, qui a pour autant réaffirmé son intention de « travailler les yeux ouverts et avec vigilance à la convergence » : « La porte qui vient de s'ouvrir (avec les différents appels à une primaire à gauche – NDLR), il faut la pousser et l'investir pour créer du projet et de l'implication populaire. Ce sont les deux clés. » Et de mettre en garde : « Dans cette situation, si chacun n'est pas capable de faire un pas vers l'autre, nous commenterons les uns et les autres le désastre politique. »

Sur le fond, à l'heure où le FN, qui prône le repli national, marque des points, l'enjeu international a occupé le débat. « Il est particulièrement attendu que la gauche sache dessiner une ambition à l'échelle internationale. Nous ne sommes pas en vase clos. Sur les questions sociales, on ne peut plus s'extraire de cette dimension car une des

caractéristiques du système économique capitaliste, c'est bien de mettre en concurrence les travailleurs au-delà des frontières », a noté Bernard Thibault, énonçant plusieurs propositions à l'appui, comme l'interdiction de déroger aux normes internationales du travail. Et la question s'invite dans nombre de vies, ne serait-ce que parce que les délocalisations et autres avatars de la concurrence généralisée justifient nombre de licenciements. « Investir cette dimension, alors qu'elle apparaît pour énormément de salariés en lutte comme inaccessible, nous ouvrirait beaucoup de perspectives », estime Pierre Laurent, qui souligne par ailleurs qu'en France « redonner du pouvoir à la société ne passe pas que par un processus de primaire mais par les luttes sociales et populaires, par la politisation populaire pour la construction d'un projet alternatif ».

Julia Hamlaoui, L'Humanité, 10 février 2016

PIERRE LAURENT ENTAME SON TOUR DE FRANCE À MARSEILLE

Le secrétaire national du PCF a débuté son tour des régions prévu jusqu'en juin par un meeting dans les Bouches-du-Rhône, lundi soir. Après la victoire en Grèce de Syriza, l'objectif est plus que jamais pour le dirigeant communiste de rassembler les forces de gauche pour l'alternative à l'austérité.

Marseille, correspondant régional. Des vœux vraiment pas comme les autres. La fédération communiste des Bouches-du-Rhône a transporté sa traditionnelle soirée du dernier lundi de janvier de ses locaux marseillais de la rue de Lyon au Palais des événements du parc Chanot afin de pouvoir y accueillir le premier meeting du tour de France que le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, engage jusqu'en juin. Vingt-quatre heures après la victoire de Syriza aux élections législatives en Grèce. Grâce à celle-ci, les vœux d'espoir de changement ne sont plus pieux. « Aujourd'hui, je ne vous dis pas bonsoir, je vous dis "kalispera". Je ne vous dis pas espoir, je vous dis "elpida". Je crois que nous parlons toutes et tous grec depuis hier soir », a lancé Pierre Laurent à la tribune. Pour celui qui préside aux destinées du Parti de la gauche européenne (PGE), ce qui s'est passé à Athènes aura forcément des répercussions : « Cette victoire va libérer des forces qui existent mais qui avaient perdu confiance. L'arc de forces présent la semaine dernière à Paris en soutien à Syriza était inédit (un meeting a notamment réuni des personnalités du Front de gauche, du PS, d'Europe Écologie-les Verts, du monde syndical et associatif — NDLR). Nous avons la capacité de lever des forces nouvelles. » Peu avant, répondant à la presse, il avait évoqué une « obligation, pour se montrer à la hauteur de ce qui est en train de se passer en Grèce, de construire ensemble ».

« Nous avons quelque chose à fêter », a lancé Pierre Dharréville, secrétaire de la fédération du PCF des Bouches-du-Rhône, quelques minutes avant que Pierre Laurent ne prenne la parole, soulevant des murmures d'approbation parmi la foule venue assister au meeting

marseillais. Évidemment, la victoire de Syriza en Grèce a alimenté les discussions entre les 700 à 800 participants, tandis que Pierre Laurent, de retour d'une rencontre dans un quartier populaire de Vitrolles, répondait en direct aux questions de France 3. « On ne pourra plus nous dire que nous prenons nos rêves pour la réalité, se réjouit Michel, un militant communiste marseillais. C'est vraiment une bonne nouvelle même si on sait, malgré tout, que le plus dur commence pour le nouveau gouvernement. » À la tribune, Pierre Laurent a également prévenu : « C'est maintenant que la bataille commence. Notre travail premier est d'organiser la solidarité avec la Grèce. » Lors de sa visite à Athènes, la semaine dernière à l'occasion du dernier meeting de campagne de Syriza, le responsable communiste a rencontré Alexis Tsipras, qui lui a confié : « Nous avons besoin de vous pour la victoire et surtout après. » « Nous exigeons le respect du vote des Grecs, a affirmé en retour Pierre Laurent, lundi soir, à Marseille. La dette n'est pas un problème grec, c'est un problème européen. »

« Donner un tour extraordinaire » au Forum européen des alternatives

Chacun avait en tête, également, l'écho et les répercussions que peut avoir cet événement sur la situation en France. Dans l'après-midi, le Front de gauche du centre-ville de Marseille, où il a récolté ses meilleurs scores lors de la présidentielle, a résumé, dans un communiqué, un état d'esprit partagé par le public du soir : « Toutes les forces anti-austérité de gauche et écologistes doivent se rassembler pour construire une alternative politique, sociale et écologique pour

notre pays. » Dans ce contexte, le secrétaire national du PCF a appelé à « donner un tour extraordinaire » au grand Forum européen des alternatives, organisé à Paris les 30 et 31 mai prochain, dix ans après la victoire du « non » français au référendum sur le traité constitutionnel européen. « Chaque occasion doit être saisie pour faire grandir le rassemblement », a-t-il ajouté. D'ici là, auront lieu les élections départementales pour lesquelles Pierre Dharréville a donné « le coup d'envoi officiel » de la campagne lundi soir. « Nous ne pouvons pas laisser passer des départements qui occupent une part importante des politiques sociales et des politiques publiques dans les mains de la droite et de l'extrême droite. Mais il ne suffira pas demain de disposer de majorités de gauche, étant donné les ambiguïtés du gouvernement sur les politiques d'austérité », a prévenu Pierre Laurent.

Après cette première étape en PACA, le secrétaire national du Parti communiste doit poursuivre son « tour de France pour aider le peuple français à s'emparer de la politique ». « Il faut que nous soyons en dynamique pour que s'enclenche enfin la convergence à laquelle nous appelons depuis des mois », explique Olivier Dartigolles, le porte-parole du PCF.

La victoire de Syriza en Grèce a modifié la donne

L'objectif est ainsi de multiplier les rencontres avec les personnalités politiques, mais aussi des acteurs des

mouvements sociaux et associatifs à l'échelle des territoires. « Je veux aider à des rencontres, contribuer à mettre du monde autour de tables rondes, à bâtir des ruches où l'on se parle, où l'on travaille, où l'on élabore, où l'on se confronte pour anticiper ce que sera le monde », avait prévenu Pierre Laurent, annonçant cette initiative à l'occasion de la conférence nationale du PCF en novembre. Depuis, les attentats à Charlie Hebdo et de la porte de Vincennes à Paris, et la victoire de Syriza en Grèce ont modifié la donne et rendent d'autant plus urgent de renouer avec l'espoir. « Pour l'instant, ce sont l'extrême droite et la droite qui tirent leurs marrons du feu, reprend Olivier Dartigolles. Pour lever l'espoir, il faut à la fois un travail concret sur les solutions anti-austérité et sur le rassemblement pour permettre leur mise en œuvre. » Ce tour de France, qui se poursuivra dès le 4 février dans les Yvelines puis le 12 en Normandie, se veut un point d'appui aux côtés d'autres initiatives comme les Chantiers d'espoir, qui devraient prochainement réunir en région également de nombreux acteurs de cette gauche.

Suite et Fin du tour en Paca. Pour finir la première étape de son tour de France, débuté lundi à Marseille, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, se rendra demain à Manosque pour y rencontrer le collectif Réa et les syndicalistes de l'hôpital sur le thème de la santé. Quelques jours après les manifestations du 11 janvier, l'après-midi sera consacré à un débat sur le racisme et le vivre-ensemble à Orange, une ville dirigée par l'extrême droite.

Christophe Deroubaix avec Julia Hamlaoui, L'Humanité, 28 Janvier, 2015

PIERRE LAURENT RÉUNIT LA GAUCHE CONTESTATAIRE

Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a réussi son pari de rassembler samedi autour de lui à la fête de l'Humanité, lors d'un déjeuner, les forces de gauche opposées au choix économique de l'exécutif. Un rendez-vous symbolique à trois jours du vote de confiance à l'Assemblée nationale. Même si tous ne partageaient pas sa volonté de construire «une alternative à gauche» ou de faire tomber Manuel Valls, si possible dès mercredi, tous se sont dits soucieux de retisser des liens entre socialistes, écologistes et communistes.

«La fête de l'Humanité est un grand lieu d'expression populaire, de débats, c'est particulièrement nécessaire en ce moment». Assis en face de Pierre Laurent, au milieu d'une grande tablée sur le stand de la Côte d'Or, le député socialiste Christian Paul, frondeur proche de Martine Aubry, est venu avec cet objectif, «alors même que les relations sont distendues depuis deux ans». Si le vote de confiance était dans tous les esprits, Christian Paul a esquivé la question: «Personne n'est là venu pour débattre de l'abstention, mais pour savoir si la gauche va continuer à vivre.»

Autre aubryste frondeur, Jean-Marc Germain, est venu lui aussi pour marquer sa volonté de «réécrire une histoire commune à la gauche». Et même s'il ne partage pas exactement les mêmes options que Pierre Laurent. Pour lui, l'alternative est «une forme d'opposition». Il veut plutôt «bâtir collectivement une feuille de route pour les trois ans à venir dans laquelle les communistes et les écologistes puissent se reconnaître». «Nous ne voulons pas une majorité alternative, nous voulons une majorité vraiment à gauche». Nuance. Comme l'explique un autre frondeur Jérôme Guedj, «le PS doit être le fil de plomb de l'union de la gauche».

Pas question pour Germain, pas plus que pour Paul ou les autres socialistes ou même la députée écologiste Cécile Duflot - venue vendredi à La Courneuve -, de voter contre la confiance. «Nous voulons une réorientation de la politique mais nous ne voulons pas le retour de la droite», a expliqué Germain. Il sait que «ce discours pouvait être difficile à comprendre» pour certains. Pour Jean-Luc Mélenchon et ses proches certainement, qui souhaitent le renversement de Manuel Valls et attendent

avec une certaine impatience le vote.

«Le 16 septembre, ce sera la séance de rattrapage pour ceux qui ont déjà eu la possibilité au printemps de faire tomber le gouvernement», a prévenu Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche. En résumé, s'ils ne font pas ce qu'il faut pour faire tomber Valls, plus question de déjeuner ensemble. Jean-Luc Mélenchon a accepté du bout des lèvres de participer au déjeuner, partant discrètement au milieu. «Nous avons accepté l'invitation, a précisé Coquerel, car les députés frondeurs ne sont pas des représentants officiels du PS, sinon nous ne serions pas venus». Sur ce point, les tensions entre le PCF et le PG restent réelles et pourraient bien s'accroître encore après le vote de mardi. Contrairement à Mélenchon, ce vote ne sera pas un test définitif pour Laurent. Il connaît la position des frondeurs. «Notre objectif à cette étape explique le député PS de Paris Pascal Cherki, ce n'est pas de faire tomber le gouvernement. Je ne suis pas un opposant, je suis en désaccord.»

Pierre Laurent sait que les députés communistes,

à quelques exceptions près, seront sans doute les seuls à voter contre la confiance. Et même lors de son traditionnel discours aux autorités politiques invitées à La Courneuve, il a lancé un appel aux parlementaires qui «ne se reconnaissent pas dans les choix actuels du gouvernement » à suivre leur exemple, le secrétaire national sait «que beaucoup ne voteront pas contre». « Mais ils seront plus nombreux qu'au printemps à s'abstenir», a indiqué celui qui veut surtout «retenir la dynamique en train de se créer». Une dynamique dont il bénéficie en terme de visibilité médiatique, et au sein du Front de gauche. Même s'il ne partage que peu d'options politiques avec lui, contrairement à d'autres écologistes présents au repas comme le secrétaire national adjoint David Cormand, le sénateur Jean-Vincent Placé a tenu à se rendre à La Courneuve, signe de la place prise par Pierre Laurent sur l'échiquier de la gauche. Une place prise au détriment de Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier a plaidé samedi en faveur de la VI^e République. Il veut désormais « dépasser » le Front de gauche.

Sophie de Ravinel, Le Figaro, 15 septembre 2014

PIERRE LAURENT : « LA POLITIQUE OVATIONNÉE PAR LE MEDEF EST OUVERTEMENT DE DROITE »

Le communiste Pierre Laurent est attendu à La Rochelle, samedi 30 août, pour un débat consacré à « l'unité de la gauche ». C'est la première fois depuis qu'il est secrétaire national du Parti communiste français (PCF) depuis 2010. Une décision qualifiée d'« erreur » par Jean-Luc Mélenchon au moment où le Front de gauche est miné par les divisions internes.

Après la nomination d'Emmanuel Macron à Bercy, estimez-vous que ce gouvernement est désormais de droite ?

Les masques tombent. La politique ovationnée par le Medef est ouvertement de droite. Au Bourget [où François Hollande avait tenu un meeting en janvier 2012], la finance était l'adversaire. Aujourd'hui, elle triomphe à Bercy.

Pourquoi, dès lors, venir à La Rochelle ?

J'y vais pour parler dans les yeux aux socialistes et leur tenir un langage de vérité. Beaucoup sont sous le choc de la nomination du nouveau gouvernement. Il n'y a aucune issue favorable à attendre de cette politique : la catastrophe économique et politique est programmée. Nous avons donc l'impératif de construire une autre politique et un autre rassemblement.

Ne craignez-vous pas de servir de caution à une photo de famille façon « gauche plurielle » ?

Ceux qui croient cela se font de douces illusions. Le choix de Manuel Valls de rétrécir encore son gouvernement et d'orienter sa politique de la façon la plus droitière qu'on ait jamais connue pour un gouvernement de gauche interpelle l'ensemble de la gauche. Aucun socialiste attaché aux valeurs et aux racines communes qui nous ont rassemblés – je pense à Jaurès – ne peut laisser faire.

M. Mélenchon a qualifié d'erreur votre présence à La Rochelle...

Allons-nous laisser les militants socialistes sombrer dans l'amertume et le désespoir ? C'est le moment de leur dire qu'un autre chemin est possible. Le Front de gauche doit répondre présent pour organiser la riposte.

Le gouvernement a-t-il encore une majorité à l'Assemblée ?

Il voudrait la perdre qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Chacune de ses décisions rétrécit le soutien dans sa majorité. Il n'est déjà plus majoritaire dans le pays, ni

à gauche ni probablement chez les électeurs et les militants socialistes. S'il continue comme ça, il ne sera plus majoritaire à l'Assemblée.

Vous appelez au « rassemblement » mais jusqu'à présent un travail commun entre les députés frondeurs, ceux d'EELV et du Front de gauche, n'a pas abouti...

Ce travail a commencé. Mais s'il y a des constats communs, il y a aussi des débats sur les solutions. Nous sommes dans l'obligation de passer à une autre phase, celle de la confrontation, de la construction et de l'action commune.

Sur quels sujets jugez-vous ce rapprochement possible ?

Nous avons besoin de mesures de luttes contre la finance, de justice fiscale, de relance du pouvoir d'achat. Le thème de la VI^e République doit aussi être travaillé, à commencer par la réforme territoriale. Nous lancerons à la Fête de l'Humanité une pétition pour exiger un référendum sur ce sujet. Il en va de même pour la démocratie sociale : notre riposte à l'attaque contre les seuils sociaux doit rassembler très largement.

N'avez-vous pas été déçu de voir les députés frondeurs finalement voter le budget rectificatif ?

Même si je considère qu'ils ne vont pas assez loin, ce qui m'a surtout marqué, c'est l'apparition de leur mouvement et sa persistance. Avec les provocations de cette semaine, ce dernier ne peut que se poursuivre.

Partagez-vous l'objectif du Parti de gauche qui ne souhaite plus « rassembler les partis » mais « fédérer le peuple » ?

Pourquoi opposer ? Il faut travailler d'un même mouvement au rassemblement de la gauche et du peuple. On ne peut laisser les forces vives de la gauche se désespérer, tout comme on ne peut pas abandonner les forces populaires qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Jugez-vous, comme M. Mélenchon, que le Front de gauche est un « échec » ?

Je ne pense pas que ce soit un échec, même si nous n'avons pas atteint tous nos objectifs.

Vous retrouvez vos partenaires, le 6 septembre, pour une réunion de la dernière chance mais M. Mélenchon a laissé planer un doute sur sa participation...

Il a souhaité prendre du recul et a décidé d'adopter une nouvelle posture à la fois dans son parti et dans le Front de gauche. Je respecte ce choix. Mais pour mener l'immense travail qui est devant nous, nous aurons besoin de tout le monde. Nous devrions les uns et les autres faire dominer ce qui nous rassemble par rapport à ce qui fait débat. C'est dans cet état d'esprit que je serai présent et que j'appelle l'ensemble des dirigeants du Front de gauche, et a fortiori ceux qui ont porté sa parole au premier plan comme Jean-Luc Mélenchon, à être présents.

Concernant le PCF, M. Mélenchon a jugé que « l'addiction au PS est parfois irrémédiable » et que les alliances passées aux municipales se renouvelleraient lors des cantonales et des

régionales...

A la vitesse où vont les événements, je suis certain que dans le Front de gauche, ce qui peut l'emporter, c'est la volonté de repartir ensemble à la bataille. Nous n'avons pas le même diagnostic avec le Parti de gauche sur tout. C'est vrai. Quant aux futures élections régionales, nous devrions d'abord nous poser la question de l'ampleur des rassemblements politiques qui nous permettront d'imposer des objectifs de changement.

Eva Joly appelle à « une primaire de l'autre gauche » pour 2017. Y seriez-vous favorable ?

Ces débats sont prématurés par rapport à l'urgence de la construction d'un rassemblement qui sera capable de faire réellement le poids en 2017. La question à cette date ne sera pas de faire 11 %. Nous devons travailler à un rassemblement qui va très au-delà de ce que nous avons été capables de faire.

Raphaëlle Besse Desmoulières, Le Monde, 29 août 2014

LES LUNDIS DE GAUCHE – PORTE OUVERTE SUR 2017

D'abord, un mot de la loi El Khomri. À quoi assiste-t-on ? On assiste à un pays qui se dresse contre un projet dont manifestement il ne veut pas dans sa grande masse. Cela s'exprime avec beaucoup de force. Car, quand il y a un million de personnes qui signent une pétition, en quelques semaines, et quand on va lire les commentaires qui accompagnent les signatures de la pétition, plus tout ce qui se passe avec les mobilisations autour des syndicats, on voit bien que c'est quelque chose de très profond qui est en train de se mettre en mouvement. Des gens se mobilisent, qui ne sont pas touchés directement par le travail syndical, et encore moins par le travail politique. C'est donc une lame de fond dans ce pays.

Et, face à cela, nous avons un gouvernement qui s'apprête à s'acharner. Parce que le tour de piste qui est fait actuellement vise, en fait, très probablement – j'espère être démenti – à recycler dans 15 jours l'essentiel du projet. Donc, nous sommes face à un très gros problème démocratique. Une fois de plus, si on laisse aller les choses, par la force de l'institution présidentielle et des conséquences qu'elle a sur la vie législative, le pouvoir exécutif peut continuer à imposer des projets contre le pays. Donc, la première chose que je veux dire, c'est qu'on se dirige vers une mobilisation très forte dès mercredi, et tant mieux, car ce projet de loi est gravissime à bien des égards. Il a des conséquences sur la vie des gens, et pas en termes de combat contre le chômage. C'est très grave pour l'avenir. Nous sommes face à une négation démocratique de ce qui s'exprime dans le pays.

La question qui est posée par rapport à cela, pour moi elle est maintenant très simple. C'est : est-ce que les forces populaires du pays, est-ce que les forces sociales, est-ce que les gens de gauche continuent à accepter ce déni de démocratie ou est-ce qu'ils essaient de reprendre le pouvoir sur le débat, sur les objectifs, sur la situation ?

Parce que nous ne sommes pas quelques-uns. Nous sommes l'immense majorité des gens de gauche et dans toutes les familles politiques de la gauche. Pour moi, c'est un constat très important. Car aujourd'hui, vous savez, quand il y a un million de personnes qui signent la pétition en quelques semaines, cela veut dire qu'il y a beaucoup plus d'électeurs socialistes que d'électeurs du Front de gauche qui ont signé la pétition. C'est mathématique. À ce niveau d'échantillon, parmi les signataires de la pétition, on a la représentation politique de ce qui se passe dans les urnes, c'est obligatoire. Cela veut dire qu'aujourd'hui la lame de fond qui se lève, elle traverse toutes les familles politiques, y compris tous ceux qui ne savent plus très bien où se situer, avec le bordel politique dans lequel on est. Donc, il y a une

question : est-ce qu'on donne les moyens à ces forces-là de reprendre le pouvoir sur la situation et de faire, elles, l'agenda politique ?

Je refuse d'organiser mon agenda politique en fonction des débats politiques qu'on veut m'imposer et qu'on veut finalement imposer à tout le peuple français, à toute la gauche, et à tous les militants de gauche, quel que soit leur parti. Donc, effectivement, les questions auxquelles j'ai envie de répondre, ce sont d'abord celles que pose le pays. Ce ne sont pas d'abord celles que pose tel ou tel responsable politique qui me somme de répondre à telle ou telle question.

On m'interroge sur le Front de gauche. Pourquoi le Front de gauche n'est pas mort ? Parce que le Front de gauche n'est ni un cartel de partis, ni un cartel présidentiel. Il n'a jamais été limité à ça, il a mis en mouvement des millions de gens pendant l'élection présidentielle. Il est un repère pour plein de gens, il y a plein de gens qui continuent à se référer au Front de gauche. Ces gens ont envie de bouger et s'animent. Peut-être qu'à partir de l'idée du Front de gauche et de l'idée qui traverse d'autres courants politiques, tout cela est en train de se réinventer et de se réadapter aux nouveaux objectifs qu'on doit se fixer en commun. Donc, tout cela change en ce moment, parce qu'il y a des débats.

La force qui s'est mise en mouvement en 2012, mais qui cherche d'autres chemins, et qui veut d'une certaine manière reprendre la main pour 2017, elle existe bel et bien. Que demande cette force ? Elle ne demande pas de savoir aujourd'hui pour qui elle va voter dans un an, elle demande que l'on discute des questions de fond. On ne veut pas de la loi El Khomri, donc, on veut discuter de ce qu'est une vraie politique de lutte contre le chômage.

C'est de cela dont veut parler le pays, face à l'Europe. Est-ce qu'on rouvre le débat européen ? Qui va nous expliquer aujourd'hui qu'on ne peut pas rouvrir le débat européen et que c'est trop compliqué ? Le débat européen, il est ouvert sur tous les fronts. Schengen est remis en cause, plus rien ne marche en Europe. On va vers l'éclatement, il y a un des grands pays de l'Union européenne, la Grande-Bretagne, qui se pose la question d'en sortir. Et à nous, on va nous dire que c'est impossible de rouvrir le débat européen ? C'est n'est pas qu'on ne veut pas l'ouvrir, c'est qu'on est en train de démissionner. Le débat est grand ouvert dans l'Europe, et si on ne l'ouvre pas, si la France de gauche n'ouvre pas ce débat et ne s'y engouffre pas, il sera mené par Cameron. Il sera mené par les populistes de l'Europe de l'Est qui tiennent des propos affreux et racistes tous les jours. Il n'y a qu'à aller écouter ce qui se raconte en Pologne et en Hongrie. Ce débat sera mené par ceux qui disent qu'il faut fermer les frontières en Europe. Et la France, effectivement, elle est muette dans ce débat.

La question stratégique pour moi, c'est : est-ce qu'on se donne les moyens d'ouvrir en grand le débat dans toute la gauche ? En donnant la parole à tous les gens de gauche, quel qu'ait été leur vote en 2012 et j'ai envie de dire quel qu'ait été leur vote aux régionales. Car le rapport de forces, qui n'est pas suffisant, il s'est encore exprimé aux Régionales. Mais pour ouvrir ce débat, je n'ai pas envie de savoir, je n'ai pas envie de regarder qui a voté pour quoi car, autour de moi, et parmi les millions de gens qui s'appêtent à descendre dans la rue contre la loi El Khomri, il y a des gens qui ont voté de toutes les manières possibles ou qui n'ont pas été voter.

Eh bien, c'est avec tous ceux-là qu'il faut rouvrir le débat, pour reconstruire un autre agenda politique. Et c'est pour ça que le débat que nous avons sur la primaire de gauche, ce ne doit pas commencer par savoir qui va être candidat, mais par un grand débat. Jusqu'à l'été, ayons un grand débat. Mettons des millions de gens en débat et l'on verra où est le curseur. Je n'ai pas d'inquiétude. Si nous sommes capables d'ouvrir ce débat dans le pays, sur la question européenne, sur la question du travail et sur beaucoup d'autres questions, le curseur, il ne va pas être du tout où le met l'exécutif actuel. Il sera tout à fait ailleurs. Il faut avoir confiance dans ce débat populaire et c'est à cela qu'il faut consacrer nos efforts.

Évidemment, je ne masque pas mon objectif. Je dis qu'effectivement cette construction-là doit déboucher sur une candidature qui, pour moi, ne peut pas être celle de François Hollande, ni celle de Manuel Valls puisque c'est leur politique qui vient d'échouer. Je joue cartes sur table. Ce débat, je veux le mener, y compris avec des gens qui ont voté socialiste aux élections régionales et avec tous ceux qui seront prêts à le mener sur le terrain avec les gens. Est-ce que dans la primaire on va discuter de pourquoi l'on ne veut pas de la loi El Khomri, de par quoi on la remplace, de pourquoi l'on ne veut pas que l'Europe soit dans l'état où elle est, de pourquoi l'on ne fait rien pour les migrants, de ce que l'on veut comme politique européenne ? On ne veut pas de travailleurs pauvres, quelle politique met-on en place ? Est-ce que l'on continue d'exiger le remboursement de la dette par des pays qui sont à genoux ? Est-ce que l'on continue de saigner nos politiques publiques au nom du même objectif ? Est-ce que l'on continue de ne pas faire payer le capital, alors que les inégalités explosent ? C'est ces questions-là qu'il faut mettre en débat.

Prenons la parole, nous les gens de gauche, faisons-le vraiment. Et si nous le faisons tous ensemble, vous allez voir que le débat politique ne va plus être le même. L'on voit bien que ce qui se joue avec la loi El Khomri, c'est d'empêcher une loi néfaste, mais cela ira bien au-delà si l'on est capables de mener cette bataille jusqu'au bout.

Deuxième intervention dans le débat

Est-ce que la question de la grande pauvreté ou d'autres

questions – on a parlé de l'Europe, etc. – sont vraiment le cœur du débat qui va se mener ?

Si l'on veut garantir ça, il ne faut pas laisser s'installer le scénario actuel, parce que le scénario actuel, on le connaît, on sait vers quoi l'on va tout droit. On aura une primaire à droite qui désignera un candidat avec un socle possiblement important à cause de tous les dégâts qu'à fait, dans les consciences de gauche et dans une partie du peuple, tout ce qui s'est passé depuis 5 ans. On aura le FN. On aura un François Hollande qui, fort des institutions, attendra, décidera du moment où il sera candidat, quand il le voudra et l'agenda présidentiel s'organisera autour de ça. Et nous, on essaiera de faire tout ce qu'on peut pour l'empêcher. Mais, l'agenda politique et médiatique sera entre leurs mains. Mais, ce tripartisme, il n'est pas tombé au dernier moment, il est organisé. Il y a des gens qui veulent de ce scénario et qui sont des gens puissants, qui notamment possèdent le système médiatique en France, qui est ultra concentré.

Donc, il y a toutes les raisons pour que ce scénario se mette en place. Si l'on veut l'empêcher en ayant une chance, si l'on veut enrayer ce scénario sérieusement, ce n'est pas seulement en ayant un candidat qui fasse 10 %. Parce qu'avec un candidat qui fait 10 %, ce qu'on a fait avec une très belle campagne en 2012, l'on n'enraye pas ce scénario dans la situation dans laquelle nous sommes. Nous ne l'enrayons pas. Donc, si l'on veut un autre scénario, il faut à ce moment-là, créer les conditions d'une candidature qui soit d'une autre dimension. Et quand je regarde effectivement ce qui se passe dans le pays, je me dis que les forces disponibles dans l'ensemble de la gauche pour créer une candidature qui ne soit pas justement sur la ligne de François Hollande ou Valls, elles sont là, ces forces. Mais si nous ne prenons pas d'initiative politique nouvelle, comment les faire converger ?

Pourquoi est-ce que j'organise ces lundis de gauche ? Cette salle est pleine depuis maintenant 5 lundis de suite, ici, pour débattre parce que c'est important que chacun, prenne conscience d'une chose : c'est que les forces à rassembler, elles sont à cette tribune, avec sa diversité, elles sont dans les tribunes précédentes, elles sont dans les gens qui vont manifester. Et ces gens-là, si une initiative politique et un processus politique ne tentent pas de les rassembler, ils iront dispersés à l'élection présidentielle et aux élections législatives. Et c'est ça qu'il faut changer.

Alors, on peut me dire : mais ce n'est pas possible, on ne va pas y arriver, ils vont faire échouer ça, etc. C'est sûr que si l'on n'essaye rien, je le redis, le scénario, nous le connaissons d'avance. Il débouchera sur l'élimination de la gauche du second tour de l'élection présidentielle. On vient de le vivre dans 2 grandes régions françaises. Je suis allé soutenir l'autre jour un candidat dans une élection partielle qui va avoir lieu dans l'Aisne, où le FN

fait 40 %, à St-Quentin, pour remplacer Xavier Bertrand. Il faut se rendre compte de ce que c'est dans ces régions. Pour 5 ans, il n'y a plus de gauche dans les Conseils régionaux.

Il faudra prendre position avec Marine Le Pen présente au 2nd tour de l'élection présidentielle. Moi, je n'ai pas envie de vivre ça. Si cela se produit, je prendrai mes responsabilités comme secrétaire national. Mais je pense que personne ne peut dire : on s'installe dans ce scénario, puis on verra après, car à bien des égards, il sera trop tard. Clémentine [Autain], tu dis qu'on veut pas ce qui nous est arrivé en Italie [la disparition du PCI]. Mais s'il nous arrive le scénario dont je parle, cela y ressemblera.

On en aura peut-être pour 10 ou 15 ans à relever la gauche de cette situation. Donc, il faut prendre une initiative qui ne peut pas attendre le lendemain de 2017. Il faut prendre une initiative maintenant qui tente la convergence de ces forces-là. Car, à mes yeux, cela ne peut pas se résoudre par le problème de la candidature et c'est là-dessus qu'effectivement, il y a aussi un débat dans le Front de gauche. Je pense que la clé pour dénouer cela, c'est le débat populaire de masse autour des exigences partagées par les gens de gauche et que c'est ce processus qu'il faut jouer à fond.

Donc, c'est le processus que je propose et nous nous allons aller, jeudi, à la nouvelle réunion du comité de liaison des différents appels [pour une primaire à gauche] avec des propositions dans ce sens-là. Maintenant, il faut discuter, nous allons proposer qu'il y ait des débats publics, avant l'été, partout, qu'il y ait des restitutions, et qu'émerge de cela un socle.

Qui peut penser sérieusement parmi nous que, les centaines de milliers de gens qui commencent à se réunir pour débattre, ceux qui vont participer à des manifestations contre la loi El Khomri, ceux qui signent des pétitions, ils iraient dans des réunions le soir et n'y diraient pas la même chose que dans la journée ? Ils vont dire exactement la même chose dans ces réunions.

Donc point n° 1, nous voulons une autre politique sur la question du travail et du chômage. Nous voulons une autre politique en matière de grande pauvreté. L'Europe, nous ne pouvons pas en rester à la situation actuelle.

Je pense que cette reconquête est une reconquête démocratique, une reconquête institutionnelle. Car les institutions, oui, elles sont un piège, et ce piège il se referme en permanence sur nous.

Que dit Manuel Valls dans le Journal du dimanche, hier, à propos de la primaire ? Il dit : « si c'est une primaire pour délégitimer le président de la République, je n'en veux pas. » Donc cela veut dire qu'il continue de défendre la thèse, qui est contestée par cette idée de primaire, qui est celle du candidat naturel. Le président de la République sortant, quelle que soit la politique qu'il

ait menée, quelles que soient ses trahisons, quels que soient ses renoncements, est le candidat naturel et nous sommes soumis à sa décision : je me représente ou je ne me représente pas.

Eh bien, nous n'acceptons pas ça et nous devons le dire. Et ce n'est pas seulement aux électeurs du Front de gauche de le dire, c'est aux électeurs socialistes, aux abstentionnistes, aux syndicalistes. Nous ne sommes pas soumis à la décision du président de la République sortant par la grâce des institutions de la 5e République.

Nous voulons un débat démocratique sur les choix qui doivent être portés. Si nous arrivons à imposer ce débat de contenu après tout ce qui s'est passé, je suis persuadé que nous aurons un débat sur les candidats et la candidature qui, à ce moment-là, n'aura plus rien à voir avec ce qu'il est aujourd'hui.

Il faut que nous ayons la force, ensemble, de changer la manière de poser ces questions-là. Je pense qu'évidemment, si ce débat qui a été enclenché reste un débat de quelques-uns en haut, nous ne réussirons pas notre pari. C'est pour cela que, maintenant, les initiatives que nous devons prendre, à l'image de notre rencontre, c'est d'organiser un grand débat populaire, c'est d'aller à la rencontre physique de 500 000 personnes d'ici à la fin de l'été, pour discuter de cela et discuter du contenu. Il faut le faire sous cette forme-là et sous toutes les formes possibles et faire remonter ce débat. Il faut que le pays reprenne en mains le débat et l'agenda politique, sinon nous nous ferons imposer un agenda, malgré tous nos efforts.

Vous savez, le débat et la mobilisation qui se lèvent dans le pays vont être traversés par une exigence sociale très forte et aussi par une grande défiance politique. C'est normal dans cette situation. Il faut redonner confiance au peuple en ses capacités à se mobiliser. Ce mouvement, je l'espère, va lui redonner confiance aussi dans sa capacité à imposer des choses au plan politique. L'un des problèmes que nous avons, c'est que le peuple, y compris les forces de gauche, a trop intégré la défaite politique. Il faut rouvrir les chemins d'espoir et les chemins des victoires. C'est en politique comme dans les luttes. Cela s'impose avec des majorités, sauf à penser que notre perspective, c'est la prise du pouvoir par une minorité. Nous n'en sommes plus là.

Donc, cela veut dire qu'en politique, il faut aussi créer des mouvements qui ont l'ambition d'être majoritaire. Une des questions, alors que nous avons créé un élan en 2012, est : est-ce que nous maintenons cette ambition majoritaire ? C'est cette question qui fait débat depuis des années entre nous. C'est pour cela, par exemple, qu'il faut avoir des gestes pour effectivement créer du débat, tendre la main à des gens qui, jusqu'ici, n'ont pas fait le même chemin que nous et faire un pas vers eux.

Si les forces qui ne veulent plus de cette politique-là mais

qui n'en ont pas toujours tiré les mêmes conclusions et qui n'ont pas utilisé les mêmes bulletins de vote ou les mots pour le dire, ne font pas un pas les uns vers les autres, nous allons rester dans cette situation. Nous devons recréer un chemin où ces forces-là vont trouver, ensemble, la force d'imposer cette politique.

Comment ne pas voir que nous n'arriverons pas à changer les choses si, un jour, Thomas Picketty, Clémentine Autain, Pierre Laurent, Baptiste Talbot et beaucoup d'autres ne se donnent pas la main, quels qu'aient été leurs choix ?

Moi seul, j'aurais la bonne position et le problème serait que tous les autres ne se rallient pas à ma position parmi ceux qui critiquent la politique gouvernementale ? Oui, il y a plein de gens qui critiquent la politique gouvernementale et qui ne se rallient pas à la position qui est la mienne. Et alors je fais quoi ? Moi, j'écoute ces gens-là et j'essaie de construire des chemins qui vont nous être communs. C'est aussi pour cela que j'ai évolué, c'est vrai, avec mon parti, avec le Conseil national. Nous avons fait un pas, nous avons bougé mais pour faire évoluer la situation. Mais si l'on ne bouge pas et qu'on ne fait rien bouger, eh bien, on ira dans le mur tous ensemble. Moi, je préfère bouger pour faire bouger la situation et c'est ça qui me préoccupe au plus haut point parce que, sinon, je vois venir la catastrophe politique et je n'en veux à aucun prix

pour toutes les raisons qui ont été dites ce soir et pour tous les malheurs qui vont s'ajouter à ceux du peuple français, des peuples européens.

Ne sous-estimons pas le rapport de forces auquel nous sommes arrivés. On a vu ce qui se passe en Grèce, il y a ce qui se passe en Espagne, mais ce n'est pas gagné, il y a ce qui se passe au Portugal, c'est pareil. Au plan européen, les forces que je cherche à rassembler en tant que président de la Gauche européenne et que d'autres cherchent à faire converger, elles ne convergent pas spontanément. Vous croyez que les forces de la gauche espagnole entre Pablo Iglesias, les forces de la Gauche unie convergent spontanément ? En Allemagne, ce n'est pas si simple que ça. Et en Grèce non plus, avec ce qui s'est passé en juillet. Et à l'échelle de l'Europe tout entière.

Donc, nous sommes obligés de construire des chemins communs et je suis certain que nous pouvons y arriver, parce que les forces sont là. Nous sommes à un moment où le débat qui s'annonce, si il porte sur le contenu, et s'il permet une large implication – parce que c'est vrai ce sont des conditions indispensables – ce débat bousculera les agendas et les calculs des uns et des autres qui voleront en éclats devant la force qui s'exprimera alors et qui se mettra en mouvement.

Pierre Laurent le 7 mars 2016

<http://www.pierrelaurent.org/les-lundis-de-gauche-porte-ouverte-sur-2017-pierre-laurent-le-7-mars-2016/>

Partie 3

Quelle stratégie ?

PIERRE LAURENT, UNE CAMPAGNE DANS LE « CONCRET »

Dans la campagne électorale, le chef de file des communistes en Île-de-France s'attache à écouter la parole d'en bas, et la demande de protection qu'incarnent les services publics.

« Je construis de l'union mais sur des questions concrètes. » La matinée de Pierre Laurent, chef de file des communistes en Île-de-France pour les régionales de décembre, a commencé sur RMC où il a commenté l'état de la gauche – et un ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, qui la « saccage » (lire encadré page 7) –, pour se poursuivre dans le concret. Celui des salariés de l'aéroport de Roissy (1) pour marquer la journée nationale d'action pour les libertés syndicales (la loi Biard de 2012, sous couvert d'information aux passagers, est une attaque au droit de grève).

Étape suivante à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) auprès du personnel de l'hôpital spécialisé en gériatrie, promis à la fermeture d'ici à 2018 selon les plans de Martin Hirsch, le président de l'AP-HP. Tandis que le sénateur dut, pour entrer, expliquer à la direction de l'hôpital qu'il n'était pas aberrant de rencontrer des personnels hospitaliers quand le Sénat débat de la loi santé de Marisol Touraine, une aide-soignante témoigna de sa désolation envers un métier « choisi », qui ne lui permet plus aujourd'hui de « soigner le moral des résidents, autant que les soins techniques », en raison « de dirigeants qui ne pensent qu'aux chiffres. Ont-ils songé qu'un jour eux aussi

seront âgés? sanglote Christelle. Sans doute pensent-ils avoir alors les moyens ». Le chef de file PCF-Front e gauche en Île-de-France acquiesce: « On sait tous, à droite comme à gauche, que les besoins de santé des personnes âgées vont aller croissant. À peine ouvert, le débat sur la dépendance a été refermé. Si l'on ne fait rien, c'est le privé qui occupera la place qui est celle du service public actuellement. »

Avant de se rendre en fin d'après-midi à Bezons (Val-d'Oise) pour soutenir les habitants qui autour du maire, Dominique Lesparre, se mobilisent contre la fermeture du commissariat et sa transformation en simple poste de police, Pierre Laurent dit sa certitude que « la logique de concentration à l'œuvre est une logique de gâchis. On ferme parfois des établissements rénovés il y a deux ou trois ans, au nom de logiques comptables fausses: ce n'est pas vrai que la baisse des dépenses publiques conduit à un moindre déficit ». L'élu d'Île-de-France s'en prend notamment aux agences régionales de santé (ARS), « à l'abri du contrôle démocratique » lorsqu'elles déterminent la carte sanitaire. « L'aberration démocratique » de certaines politiques publiques, « c'est aussi cela que l'on veut contrer dans cette bataille des régionales », assure Pierre Laurent.

(1) En compagnie notamment des responsables et élus du PCF Charlotte Blandiot, Jean-Michel Ruiz, Francis Parny ou Marianne Margaté.

Lionel Venturini, L'Humanité, 24 novembre 2015

FACE À LA CRISE, PIERRE LAURENT DÉFEND L'AGRICULTURE DE PROXIMITÉ

Le chef de file des communistes pour les élections régionales en Île-de-France s'est rendu, hier, dans l'Essonne pour rencontrer des paysans et consommateurs qui ont fait le choix de l'Amap. Une façon pour le secrétaire national du PCF de relancer sa « fabrique coopérative » après l'été.

C'est à Pussay, dans le sud du département de l'Essonne, que le secrétaire national du PCF a choisi de faire sa prérentrée, hier. À deux jours de l'université d'été de son parti en Savoie, Pierre Laurent s'est rendu auprès d'agriculteurs qui ont fait le choix d'un modèle alternatif au circuit traditionnel, celui des Amap. Alors que la crise du monde agricole a secoué cet été, le chef de file des communistes en Île-de-France pour les prochaines élections régionales a poursuivi hier auprès de ces acteurs la démarche engagée début juillet avec le lancement d'une « fabrique coopérative ». L'objectif: associer un maximum d'acteurs locaux, de citoyens à l'écriture des propositions et du programme que le Front de gauche devrait défendre dans une liste commune en

décembre prochain.

« Lier production et débouchés de proximité est une des solutions »

En débat parfois vif, avant l'été, sur la question de la tête de liste, les formations du Front de gauche participeront toutes dans cette optique à un « forum » régional dans quelques jours, a annoncé Pierre Laurent. « Je sais bien que les autres listes ont déjà tout bouclé mais nous avons décidé de faire autrement et la visite d'aujourd'hui s'inscrit dans cette démarche », a-t-il ajouté. Une visite sous forme d'échanges avec les responsables du réseau Amap Île-de-France, dans l'exploitation de deux paysans, Florent et Sylvie, qui ont décidé de tenter l'aventure d'un autre modèle d'agriculture. Une expérience « pertinente », selon l'expression du dirigeant communiste, à l'heure où nombre d'agriculteurs sont écrasés par les distributeurs et les transformateurs. « Nos coûts s'élèvent à 90000 euros par an que nous divisons en 90 parts, ce qui fait environ 19 euros par

semaine » pour les habitants de trois villages voisins qui leur achètent en direct leur production, explique Florent. Avec sa compagne, ils sont assurés de vendre ainsi la totalité de leur production et parviennent à se dégager un revenu de 1 300 euros net chacun. Pour Pierre Laurent, cela démontre qu'il est possible en « Île-de-France à la fois de pérenniser des exploitations saines et d'avenir et d'assurer une alimentation de qualité ». Et d'ajouter : « La crise de cet été a mis en lumière un problème essentiel : la rémunération du travail paysan. Ce système, en liant production et débouchés de proximité, n'est pas la seule réponse, puisqu'il faut créer d'autres garanties sur les prix, mais c'est une des solutions. »

Avec Philippe Rio et Michelle Kauffer, chefs de file des communistes dans l'Essonne pour les prochaines élections, le sénateur de Paris a d'ailleurs répondu hier à l'appel du réseau Amap IDF en signant son « manifeste pour une agriculture citoyenne ». Et, de

ce fait, s'est engagé à « soutenir la mise en œuvre de trois propositions concrètes » : « ouvrir la gouvernance agricole et alimentaire », « faciliter une transition foncière pour l'agriculture citoyenne », notamment avec la « création d'un fonds régional dédié », et enfin « créer un grand programme régional de recherche et d'expérimentation » sur ce type de production. Cependant, ici comme ailleurs, l'argent reste le nerf de la guerre : celui des collectivités qui, prises à la gorge par les coupes dans les dépenses publiques, sont contraintes à des choix drastiques en matière de financement de projets ; celui des paysans pour l'avenir desquels « on doit s'engager dans une refonte profonde et globale du système agricole », selon Pierre Laurent ; et celui des consommateurs, dont le pouvoir d'achat est miné par le chômage comme par les bas salaires ou la précarité. De quoi ouvrir d'autres champs de bataille d'ici à décembre.

Julia Hamlaoui, L'Humanité, 27 août 2015

AU FRONT DE GAUCHE, RIEN NE VA PLUS ENTRE PIERRE LAURENT ET JEAN-LUC MÉLENCHON

Les mariages à trois font rarement bon ménage. Le Parti communiste (PCF) en fait la douloureuse expérience au moment où le Parti de gauche (PG) met en scène son rapprochement avec Europe Ecologie-Les Verts. A l'université d'été du PG, qui s'est achevée dimanche 30 août à Toulouse, on se réjouissait des récents départs d'EELV de Jean-Vincent Placé et François de Rugy, les présidents des groupes parlementaires écologistes. « C'est une très bonne chose que la rupture soit consommée entre le PS et EELV, ça rouvre le champ des possibles », juge Corinne Morel-Darleux, une dirigeante du PG.

Avec les régionales, la formation de Jean-Luc Mélenchon entrevoit la possibilité de se placer au centre du jeu pour construire « l'opposition de gauche » qu'elle appelle de ses vœux depuis 2012. L'ancien candidat à la présidentielle vante ainsi les discussions qui ont lieu entre son parti et EELV dans « cinq ou six régions », et appelle à la création d'un « label commun ». Sans oublier d'« élever un peu la voix » pour réclamer un équilibre dans les têtes de liste et refuser toute « annexion » par les écologistes.

La direction d'EELV ne voit pas les choses de la même manière. La secrétaire nationale du parti, Emmanuelle Cosse, a déjà repoussé l'idée du label commun et renvoie aux régions la question des têtes de liste. Quant à David Cormand, chargé des élections à EELV, il ne compte pour l'instant que quatre régions où « les discussions sont bien avancées ». En Midi-Pyrénées - Languedoc-Roussillon, Provence - Alpes-Côte-d'Azur et Nord - Pas-de-Calais-Picardie, des accords sont en bonne voie, mais seule Rhône-Alpes-Auvergne est en ordre de marche.

La question du non-cumul des mandats

Problème : le PCF n'est pas partie prenante de l'union dans cette dernière région. Ses chefs de file, la sénatrice de la Loire, Cécile Cukierman, et le député du Puy-de-Dôme, André Chassaigne, se sont vus opposer la question du non-cumul des mandats et ont quitté les négociations. En Ile-de-France, Eric Coquerel, coordinateur politique du PG et chef de file dans la région, oppose le même argument au sénateur de Paris et patron des communistes, Pierre Laurent, dont la candidature, annoncée fin juin, n'a emballé aucun de ses partenaires du Front de gauche.

« Pierre Laurent ne sera pas tête de liste pour nous, réaffirme M. Coquerel. On ne prendra pas quelqu'un qui nous explique qu'il ne siègera pas à la région. » Dans le même temps, ce proche de M. Mélenchon renouvelle

ses offres de service à Mme Cosse, tête de liste d'EELV en Ile-de-France. Jusqu'à présent, cette dernière a toujours refusé un rapprochement avec le Front de gauche. Mais le PG veut croire que les récents départs à EELV pourraient changer la donne. De son côté, M. Mélenchon répète que ces accords ne doivent pas se faire sans le PCF. « Mais les communistes doivent faire des efforts », a-t-il glissé dimanche à la tribune.

Ce même dimanche, Pierre Laurent s'exprimait depuis Les Karellis (Savoie), où le PCF tenait également son université d'été. Depuis deux ans, le PCF et le PG ne prennent même plus la peine de faire leur rentrée politique conjointement. Dans son discours de clôture, le patron des communistes a souligné que « le Front de gauche ne peut pas, pour quelques postes, être la roue de secours d'une EELV qui chercherait à sauver les meubles ». Pour lui, les reproches formulés à l'encontre des communistes sont de « mauvais procès ».

Un nouveau sujet de divergence

Désormais, les deux hommes tracent chacun leur propre voie. D'interview en interview, M. Mélenchon cherche à imposer l'idée de sa candidature pour la présidentielle quand certains, au Front de gauche, prètent des ambitions à M. Laurent pour 2017. Ce dernier se contente de répondre au Monde que son objectif est d'avoir « une candidature de la gauche anti-austérité », mais que « les chemins pour y arriver restent à construire ». « J'ai envie de m'investir pour y parvenir, je suis prêt à prendre ma part », ajoute-t-il sans plus de détails.

Entre M. Laurent et M. Mélenchon, un nouveau sujet de divergence a surgi lors de la crise grecque. M. Laurent, président du Parti de la gauche européenne, s'est rendu à Athènes le 20 juillet pour y rencontrer le premier ministre grec, Alexis Tsipras. De son côté, M. Mélenchon, qui n'a plus de mots assez durs pour M. Tsipras autrefois encensé, s'affiche avec les dissidents de Syriza et porte ouvertement la proposition d'un « plan B », à savoir une sortie de l'euro dans le cas où une renégociation des traités européens échouerait.

Cette proposition n'enthousiasme pas le PCF. « Cela reste une idée très floue et personne ne sait exactement ce que pourrait recouvrir cette formule », juge M. Laurent. La Fête de l'Humanité, qui se tient du 11 au 13 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), pourrait être un nouveau théâtre de divisions. Dimanche, M. Mélenchon a annoncé la venue sur le stand du PG de l'ex-ministre grec des finances, Yanis Varoufakis. De son côté, le secrétaire national du PCF attend celle de représentants de Syriza.

Raphaëlle Besse Desmoulières, Le Monde, 31 août 2015

PIERRE LAURENT : « CHANGEONS DE LOGICIEL »

Après l'élan populaire qui a suivi les attentats de janvier en France et la victoire de Syriza en Grèce, le secrétaire national du PCF invite les communistes à repenser à la hausse leur ambition de rassemblement.

À situation politique extraordinaire, réunion extraordinaire. Début d'année sanglant en France suivi d'un élan populaire exceptionnel, victoire de Syriza en Grèce qui bouscule les dogmes de l'austérité européenne, et cela à moins de deux mois maintenant des élections départementales de mars: le conseil national du PCF avait un ordre du jour chargé pour sa première réunion de l'année, vendredi dernier. Dans son introduction, Pierre Laurent s'est attelé à tirer les enseignements de la succession des « événements que nous venons de vivre en janvier, le potentiel d'action révélé par notre peuple, la victoire de Syriza ». Le secrétaire national du PCF a nourri sa réflexion de nombreux échanges: trois jours de rencontres avec un total de deux mille personnes en région Paca pour la première étape de son tour de France, échanges publics dans l'Allier, réunions avec les secrétaires départementaux du parti et avec les maires communistes, discussion avec les salariés de l'énergie et les cheminots mobilisés, etc. Il en ressort pour lui la conviction que les communistes doivent « changer de logiciel pour aborder l'ambition de rassemblement nécessaire ». « C'est bel et bien en plongeant avec audace dans le débat citoyen et populaire sur le projet que nous voulons pour la France, en l'animant en toutes circonstances que nous pouvons bouger les lignes, a-t-il exposé. Quelle France voulons-nous? Quelle école? Quelle égalité? Quelle République? Quelle Europe? Voilà à partir de quoi doivent se construire les espaces de rassemblement », et non à partir du « débat sur les alliances » qui, « tel qu'il est trop souvent mené, tel qu'il nous est trop souvent imposé, est devenu totalement stérile et stérilisant », estime le dirigeant communiste.

Faire éclater les contradictions

Pour Pierre Laurent, en effet, les communistes doivent faire face à « deux impératifs apparemment contradictoires. D'une part la nécessité d'un rassemblement extrêmement large dont les ressources populaires et citoyennes dépassent les frontières établies. De l'autre, la nécessité du combat contre une politique gouvernementale assumée par une partie de la gauche. Dépasser cette difficulté nous oblige à sortir des cadres établis et à changer de logiciel », pour « chercher en permanence, non pas à s'adapter à cette situation en réduisant notre offre politique, mais au contraire à dépasser la division qu'elle génère par une offre de rassemblement plus forte encore ». Bref, à s'« appuy(er) sur l'entrée des citoyens dans le débat populaire » pour

« faire éclater les contradictions » avec les « impasses de la politique gouvernementales ». « Les possibilités de convergence grandissent chaque jour avec des acteurs nouveaux: écologistes, socialistes, syndicalistes, citoyens, intellectuels », comme l'ont montré le meeting de soutien à Syriza à Paris, le 19 janvier, ou les « ressorts démocratiques et progressistes » à l'œuvre dans l'élan populaire qui a suivi les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher. « Un peu moins d'entre-soi politique, un peu plus d'audace rassembleuse, voilà l'un des changements que nous impose la situation », a résumé Pierre Laurent, en appelant à investir la plate-forme des Chantiers d'espoir lancés par 500 personnalités et dont les communistes sont partie prenante (lire ci-contre). Le secrétaire national du PCF a décliné également plusieurs propositions. En premier lieu, les communistes doivent jeter « toutes leurs forces dans la bataille » des élections départementales, car « le nombre (de leurs) élus sera déterminant (...) pour faire entendre la voix de tous ceux à qui on ne donne jamais la parole ». La bataille pour faire respecter le vote des Grecs sera aussi l'une des tâches de l'heure. Pierre Laurent a également annoncé la tenue, après les élections départementales, d'une initiative nationale de lancement de la convention du projet communiste. L'occasion de rendre publique une première version d'un Manifeste pour la France, contribution au débat pour « sortir la France de la crise, reconstruire la République et construire la France qui nous rassemble ». Sur chacun des « trois points majeurs » que sont « l'école, la laïcité et l'antiracisme », il a aussi annoncé la tenue « dans les prochaines semaines, (d')une initiative publique nationale largement ouverte aux acteurs de ces combats ». Le PCF, enfin, entend organiser la « contre-offensive » à « l'insupportable confiscation du débat » médiatique, en utilisant à plein les réseaux sociaux. EELV signe les chantiers d'espoir Dans un communiqué, la formation de Cécile Duflot a indiqué, vendredi, qu'elle « s'associe à la démarche des Chantiers d'espoir », un texte signé par cinq cents personnalités et des organisations de gauche d'horizons divers, dont les composantes du Front de gauche, des socialistes engagés contre l'austérité, des syndicalistes, associatifs, etc., et jusque-là, des élus et militants écologistes à titre individuel. Pour Europe écologie-les Verts (EELV), il s'agit ainsi de se « mettre en mouvement avec les citoyens » et « inventer ensemble le projet et la stratégie à mettre en œuvre » pour « faire émerger une alternative à gauche ».

Sébastien Crépel, L'Humanité, 02 février 2015

RÉVISEZ VOS LEÇONS !

Pierre Laurent interpelle Laurent Joffrin à propos de son analyse de la crise grecque.

En annonçant à la une de Libération du 11 août un grand dossier sur «les leçons de la crise grecque», votre journal a fait une promesse à ses lecteurs qu'il n'a absolument pas tenue. Votre dossier et l'analyse introductive que vous signez ne tirent aucune leçon de l'expérience grecque de ces huit derniers mois. En tout cas aucune de celles que devrait logiquement tirer quiconque se réclame de la gauche. Une fois de plus, vous faites totalement fi de la position réelle et maintes fois exprimée d'Aléxis Tsípras. Cherchant en fait à justifier la politique d'austérité menée en France par François Hollande, vous présentez sa décision de signer l'accord qui lui a été imposé comme un reniement à ses promesses démagogiques, la reconnaissance par lui-même que rester dans l'euro vaut bien «une certaine dose d'austérité» et qu'il aurait mieux valu l'admettre tout de suite plutôt que de «jouer au poker avec l'avenir de la Grèce». Ainsi, selon vous, Aléxis Tsípras pourrait maintenant être soutenu parce qu'il s'est converti au réalisme d'une austérité qu'il combattait hier. Cette position est l'exact contraire de celle qu'a exprimée le Premier ministre grec, le 29 juillet dans une longue interview à la radio hellénique Sto Kokkino, dont seule l'Humanité a publié la traduction intégrale. Je cite : «Nous avons tenté, dans des conditions défavorables, avec un rapport de forces difficile en Europe et dans le monde, de faire valoir la raison d'un peuple et la possibilité d'une voie alternative. Au bout du compte, même si les puissants ont imposé leur volonté, ce qui reste c'est l'absolue confirmation, au niveau international, de l'impasse qu'est l'austérité.» Si réalisme il y a, on le voit, c'est celui de la lucidité face au rapport de forces et aux conditions draconiennes de l'accord qui a été imposé à la Grèce. La transparence avec laquelle Aléxis Tsípras conduit son combat est d'ailleurs une belle leçon de démocratie.

Alors, pourquoi avoir signé, quand vous nous dites, monsieur Joffrin, qu'il ne tenait qu'à Aléxis Tsípras d'écarter ce chantage «en négociant un Grexit temporaire et ordonné que lui proposaient ses interlocuteurs allemands» ? Précisément, parce que le Grexit, souhaité de bout en bout par le gouvernement allemand, aurait signifié une faillite catastrophique pour les couches populaires en Grèce. La décision revancharde de contraindre à la fermeture des banques, prise par l'Eurogroupe à la veille du référendum, préparait le terrain au Grexit et à la liquidation politique du gouvernement Tsípras. Sait-on suffisamment que les Allemands ont été les plus zélés à proposer un Grexit dit «ordonné» de la Grèce, en gros un accompagnement musclé vers la sortie ? Ceci dit, Aléxis Tsípras reconnaît lui-même que la Grèce a dès lors été enfermée dans un «dilemme coercitif». En acceptant, contraint, les conditions draconiennes de l'accord, c'est donc en quelque sorte maintenu dans la

prison de l'austérité que Tsípras a décidé de continuer à mener le combat, parce que le choix alternatif du Grexit n'était pas celui de la liberté mais celui du condamné à mort. Reconnaisant le caractère douloureux de ce compromis, il a souligné combien il s'agissait «d'une victoire à la Pyrrhus de nos partenaires européens et de nos créanciers». Nous sommes donc loin, convenez-en, d'un ralliement à l'austérité.

Dans ce combat inégal, la Grèce a également marqué des points. Au plan politique, en élevant le niveau du débat sur la viabilité des politiques d'austérité et la soutenabilité de la dette dans toute l'Europe. Le gouvernement grec a ouvert une voie vers laquelle nous devrions désormais tous pousser. Au plan économique, en obtenant 83 milliards de financement sur trois ans là où le compromis d'avant-référendum avec les mêmes mesures d'austérité n'assurait que 10 milliards sur cinq mois. Il y a quelques jours encore, les Allemands plaidaient plutôt pour un «prêt relais» qu'un accord de financement durable en échange du plan d'austérité.

Dans ces conditions, le devoir d'une gauche digne de ce nom n'est pas de prétendre soutenir Tsípras en vantant son imaginaire ralliement à l'austérité, ce qui reviendrait à le soutenir comme la corde soutient le pendu, mais de le soutenir vraiment en élargissant le front de lutte européen contre l'austérité, pour des financements allant à la création d'emplois et de richesses, aux services publics et non plus à l'enrichissement des créanciers, pour la restructuration européenne de la dette. L'engagement de la France dans ce combat s'avérerait immédiatement décisif, quand on voit ce que celui de la Grèce, seule et isolée, a déjà fait bouger dans les consciences.

C'est là que votre responsabilité, cher Laurent Joffrin, et celle du gouvernement français sont gravement engagées. Jusqu'à quand allez-vous plaider des vieilles lunes qui condamnent chaque jour un peu plus l'idée européenne dans la tête de millions d'Européens plutôt que de regarder vers l'avenir d'une nécessaire refondation démocratique et sociale en Europe ? Le débat sur la fédéralisation accrue de la zone euro est une fausse fenêtre car elle esquivait encore une fois le fond du problème : la nature des politiques mises en œuvre. La voie ouverte par les Grecs place la barre plus haut : reconquérir le pouvoir confisqué en Europe par les marchés financiers avec la complicité des gouvernements de la zone euro pour le rendre aux peuples et à leurs choix souverains. Nations et Europe ne s'opposent pas si la règle démocratique d'une Europe à géométrie choisie remplace celle d'une Europe régie par la loi du plus fort. Tout votre dossier est traversé une nouvelle fois par cette fausse opposition qui expliquerait tout : les pro-Européens d'un côté, les souverainistes de l'autre.

Votre analyse date, cher Laurent Joffrin. Aujourd'hui, les tenants de l'ordre libéral en Europe et les partisans du retour au choc des nationalismes sont les deux protagonistes d'une même impasse mortifère. L'avenir appartient à ceux qui feront le choix d'une refondation

sociale et démocratique de l'Europe. Alexis Tsípras et les siens, avec les forces de la Gauche européenne que je préside, mènent ce combat. C'est le seul combat d'avenir pour les forces de gauche en Europe.

Pierre Laurent, Libération, 17 août 2015

ACCUEIL DES RÉFUGIÉS : ALEXIS TSIPRAS ET PIERRE LAURENT HAUSSENT LE TON

A la veille de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernements sociaux-démocrates européens à Paris, le premier ministre grec et le secrétaire national du PCF ont appelé à une politique d'accueil européenne plus généreuse en pleine crise des migrants.

Pour eux, «l'Europe doit changer». Vendredi soir, à Paris, Alexis Tsipras, Pierre Laurent et d'autres dirigeants de gauche européens ont plaidé pour une politique d'accueil des réfugiés et des migrants plus généreuse en Europe. Le premier ministre grec et le secrétaire national du PCF, qui ont tenu une conférence de presse commune à la veille de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement sociaux-démocrates européens sur l'avenir de l'Europe organisée par François Hollande à l'Élysée, ont affiché leurs convergences sur le sujet.

«Nous nous trouvons tous dans un moment critique, à la croisée des chemins», a estimé Alexis Tsipras. Selon le premier ministre grec, «l'Europe se trouve devant une impasse». «Nous sommes fermés à la misère et ouverts à la rigueur. C'est ça, l'Europe d'aujourd'hui», a-t-il fustigé.

«Aucune solution durable si l'Europe ne prend pas ses responsabilités»

Le chef du gouvernement grec a rappelé que son pays, principale porte d'entrée en Europe des réfugiés et des migrants, compte «50.000 places d'accueil». «Nous faisons tout pour accueillir ces gens», a-t-il déclaré, estimant qu'il «n'y a aucun refoulement». Pour Alexis Tsipras, des Etats comme la France et l'Allemagne «pourraient avoir beaucoup de bénéfices en intégrant les réfugiés».

Sur la même ligne, Pierre Laurent a réclamé «une ambitieuse politique de paix et d'accueil, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui». Le sénateur communiste de Paris a critiqué les propos de Manuel Valls, qui avait estimé, mi-février depuis Munich (Allemagne), que «nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés», après avoir critiqué «la politique d'Angela Merkel d'ouverture des frontières».

«Ses déclarations ont profondément blessé et humilié les forces démocrates et progressives. Elles sont indignes d'un pays comme la France, qui doit être capable d'une politique d'accueil d'une autre ampleur», a estimé Pierre Laurent. Dénonçant «l'absence d'ambition» au niveau européen, le dirigeant du PCF appelle «à une politique d'accueil dans toute l'Europe» en se dotant «des moyens nécessaires pour le faire». «Il n'y aura aucune solution durable si l'Europe ne prend pas ses responsabilités», prévient-t-il.

Une autre responsable politique, la députée européenne écologiste allemande Ska Keller, a quant à elle déploré «la crise de notre sens de l'accueil et de notre sens des responsabilités». Selon elle, «la France peut faire plus et bien mieux en matière d'accueil des réfugiés». Quant à l'Europe, «elle ne peut pas laisser la Grèce seule» gérer l'afflux.

Julien Chabroux, Le Figaro, 11 mars 2016

Sommaire

Introduction	3
Biographie.....	5
La pensée communiste en 2016	9
« Être communiste au XXI ^e siècle », Agora sur France Inter	11
<i>Stéphane Paoli, Agora, France Inter, 21 février 2016</i>	
Voeux 2016 de Pierre Laurent	13
<i>Pierre Laurent,pcf.fr, 11 janvier 2016</i>	
Comment un appareil s'éloigne de sa base	18
<i>Julian Mischi, Le Monde Diplomatique, janvier 2015</i>	
Le PCF, état des lieux	23
Pierre Laurent : « On ne peut pas aller à la présidentielle comme on irait à l'abattoir ».....	25
<i>Rachid Laïreche, Libération, 21 février 2016</i>	
Pierre Laurent invite à « pousser la porte » de la primaire	27
<i>Julia Hamlaoui, L'Humanité, 10 février 2016</i>	
Pierre Laurent entame son tour de France à Marseille	28
<i>Christophe Deroubaix avec Julia Hamlaoui, L'Humanité, 28 Janvier, 2015</i>	
Pierre Laurent réunit la gauche contestataire.....	29
<i>Sophie de Ravinel, Le Figaro, 15 septembre 2014</i>	
Pierre Laurent : « La politique ovationnée par le Medef est ouvertement de droite ».....	31
<i>Raphaëlle Besse Desmoulières, Le Monde, 29 août 2014</i>	
Les lundis de gauche – Porte ouverte sur 2017	33
<i>Pierre Laurent le 7 mars 2016</i>	
Quelle stratégie ?.....	37
Pierre Laurent, une campagne dans le « concret »	39
<i>Lionel Venturini, L'Humanité, 24 novembre 2015</i>	
Face à la crise, Pierre Laurent défend l'agriculture de proximité	39
<i>Julia Hamlaoui, L'Humanité, 27 août 2015</i>	
Au Front de gauche, rien ne va plus entre Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon	41
<i>Raphaëlle Besse Desmoulières, Le Monde, 31 août 2015</i>	
Pierre Laurent : « Changeons de logiciel »	42
<i>Sébastien Crépel, L'Humanité, 02 février 2015</i>	
Révissez vos leçons !.....	43
<i>Pierre Laurent, Libération, 17 août 2015</i>	
Accueil des réfugiés : Alexis Tsipras et Pierre Laurent haussent le ton	45
<i>Julien Chabrou, Le Figaro, 11 mars 2016</i>	